

● POUTINE REpond AUX RUSSES LORS DE LA LIGNE DIRECTE ANNUELLE:

**"La force d'un leader ne se mesure pas à sa poignée de main"**

(P24)

# LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

● LAFARGE-ALGÉRIE

**Exportations prévues pour la première fois en 2018**

(P4)

REGISTRES DE COMMERCE

## Le secteur du bâtiment le plus touché par les radiations en 2016



Selon des statistiques publiées par le Centre national du registre de commerce, les entreprises activant dans le secteur du bâtiment ont été les plus touchées par les radiations de registre de commerce en 2016, avec la cessation de 936 entreprises. Selon les professionnels de ce métier pénible, cette situation, est due à la crise financière qui a frappé cette filière vitale dans l'économie nationale ces dernières années, avant que la tutelle intervienne à la faveur des entrepreneurs algériens, par le versement de près de 60 milliards de dinars au titres des redevances dues aux maîtres d'œuvre en charge des projets de réalisation de logements.

(Lire en Page 3)

● POUR RÉALISER 120 000 LOGEMENTS AADL

**Financement bancaire de près de 330 milliards de DA**

(P4)

● LES EUROPÉENS AU ROYAUME-UNI



**Une priorité, beaucoup d'inquiétudes**

(P19)

JAPON

## Les mini-croisières en train de luxe font recette



**S**on nom: "Twilight Express Mizukake". Le nec plus ultra des luxueux trains qui sillonnent le Japon est entré en service samedi avec quelques voyageurs privilégiés, prêts à déboursier des milliers d'euros pour une escapade ferroviaire. Exploité par la compagnie JR West, il est parti d'Osaka avec une trentaine de passagers, tirés au sort tant la demande était forte, en route vers le Sud et ses paysages bucoliques. Pour les couples les plus fortunés, une suite propose le confort d'un hôtel cinq étoiles, avec lits douillet et salle de bains en marbre. Prix du séjour: 2,4 millions de yens (près de 20.000 euros) pour un aller-retour sur trois jours.

Le "Mizukake", qui signifie "vent frais" en japonais, arbore un style opulent Art Déco et une silhouette désuète en hommage à son ancêtre, le "Twilight Express", mis au rebut en 2015 du fait de son grand âge.

Mariée la veille, Ayaka Kobayashi, 39 ans, s'est offert ce plaisir avec son mari pour leur lune de miel. "Je suis absolument ravie de voyager dans ce train historique, je veux savourer ce moment spécial dans un endroit unique", a-t-elle confié à l'agence de presse Jiji avant le départ, sous le regard d'admirateurs, petits et grands, dépités de rester à quai.

Les Japonais vouent une passion au rail, dans un pays offrant un réseau extrêmement dense, efficace et varié. Les trains-couchettes étaient jadis nombreux dans l'archipel, mais ils ont quasiment disparu avec l'arrivée du TGV japonais, le "Shinkansen", pionnier mondial du transport ferroviaire ultra-rapide né il y a un demi siècle.

"Tout a été repensé ex nihilo, ce qui a donné naissance à une nouvelle génération" de trains, explique le photjournaliste Kageri Kurihara, spécialiste du sujet. "Les compagnies essayent de montrer ce dont elles sont capables quand elles n'ont pas de contraintes. +Regardez ce que nous pouvons offrir!+, clament-elles, loin de l'image des wagons-lits exigus et si inconfortables".

Début mai, un autre train au nom tout aussi poétique, le "Shiki-Shima" ou "Ile des quatre saisons", quittait Tokyo pour une grande boucle passant par l'île septentrionale de Hokkaido. Dîner préparé par de grands chefs, cocktail à siroter dans un piano-bar baigné par la chaude lumière d'une (fausse) cheminée: l'expérience se veut inoubliable, et malgré la coquette somme (950.000 yens par personne pour un duplex), les clients sont au rendez-vous: réservations complètes jusqu'à mars 2018!

La facture a certes été élevée pour la société JR East qui l'exploite (10 milliards de yens) mais, si les profits sont limités en raison du faible nombre de passagers, l'enjeu en terme d'image vaut le pari.

Avant eux, Kyushu Railway s'était aussi lancé sur le créneau haut de gamme, proposant depuis 2013 sur l'île méridionale et rurale de Kyushu le "Nanatsuboshi" (sept étoiles), un train à sept voitures et 14 suites en lambris.

COLLISION EN MER DU JAPON

## Sep marins américains disparus

**L**es garde-côtes japonais et la marine américaine recherchaient toujours samedi soir sept marins américains portés disparus après une collision dans la nuit entre leur destroyer et un navire marchand philippin.

Des avions, hélicoptères et bateaux sillonnaient la zone au large de la côte pacifique du Japon à la recherche des hommes manquant après le choc qui a fortement endommagé l'USS Fitzgerald et fait selon l'armée américaine plusieurs blessés parmi lesquels certains, dont le capitaine Bryce Benson, ont dû être évacués. "Sept marins sont portés disparus", avait annoncé dans la journée la marine américaine dans un communiqué.

"Les opérations de recherche et de secours menées par des avions, hélicoptères et navires américains et japonais dans l'espoir de retrouver les sept membres d'équipage de l'USS Fitzgerald toujours manquants continuent", a-t-elle déclaré samedi soir, ajoutant que leurs noms ne seraient pas divulgués tant que les familles n'auraient pas été informées.

L'accident entre le bâtiment de guerre de 154 mètres de long et l'ACX Crystal, 222 mètres et beaucoup plus massif, est survenu vers 02H30 locales (17H30 GMT vendredi), au large de la péninsule d'Izu, située au sud-ouest de Tokyo.

Le trafic maritime est très dense dans cette région proche des grands ports à conteneurs de Yokohama et Tokyo. "Il y a eu dans cette zone des accidents par le passé", a déclaré le responsable des garde-côtes Yutaka Saito à la chaîne de télévision publique NHK.

Les causes de l'accident n'avaient toujours pas pu être déterminées samedi soir. Selon la NHK, le porte-conteneurs avait effectué un brusque virage aux environs de l'heure où il s'est produit. Son capitaine a donné une autre version des événements. "Nous naviguions dans la même direction que le destroyer américain et sommes entrés en collision", a-t-il déclaré à l'agence de presse japonaise Jiji.

MÉDIA

## Le compte Twitter en arabe de la chaîne qatarie Al-Jazeera suspendu

**L**a télévision qatarie Al-Jazeera a annoncé samedi que son compte Twitter en langue arabe avait été "suspendu" dans le cadre d'une "campagne organisée". "Le compte Twitter principal de Al-Jazeera a été suspendu et nous travaillons à résoudre ce problème", a écrit le directeur de la chaîne en arabe, Yasser Abouhilal sur les réseaux sociaux.

Un message de suspension apparaît lorsque les utilisateurs tentent de se connecter à ce compte Twitter en arabe. D'autres comptes Twitter de la chaîne étaient en revanche toujours actifs.

"Aucune autre télévision dans le monde (...) ne fait face à une telle conspiration" contre elle, a poursuivi M. Abouhilal.

La suspension du compte Twitter en arabe de la chaîne intervient dans un contexte de fortes tensions entre le Qatar et ses voisins du Golfe dont l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis.

Ryad et plusieurs de ses alliés de la région ont rompu le 5 juin toutes leurs relations avec le Qatar qu'ils accusent de "soutenir le terrorisme" mais surtout de se rapprocher de leur grand rival régional l'Iran. Dans la foulée, Ryad a aussi fermé les bureaux d'Al Jazeera en Arabie saoudite. Le 8 juin, Al-Jazeera s'était dite victime d'une vaste cyberattaque visant l'ensemble de ses systèmes.



SANTÉ

## Le chirurgien qui va transplanter une tête humaine a réparé la moelle épinière de rats

**O**n coupe la tête d'un être vivant et la fixe sur le corps décapité d'un autre... Cela semble énormément à un scénario de science-fiction, n'est-ce pas? Pourtant, une équipe de chirurgiens se prépare à mettre cette idée en pratique après une série d'expériences réussies sur des rats.

Les chercheurs, qui intriquent depuis longtemps les personnes des quatre coins du monde après avoir annoncé leur intention de réaliser la première opération de transplantation de tête humaine de l'histoire, viennent de faire part de la reconnexion réussie de la moelle osseuse de rats.

Les chirurgiens chinois Ren Xiaoping et italien Sergio Canavero avec leurs collègues ont coupé la moelle épinière de 15 rats, dont neuf étaient traités par une méthode spéciale appelée "protocole Gemini".

Dès que leurs terminaisons nerveuses ont été sectionnées, ils ont été étalés dans une solution saline et d'adrénaline qui a arrêté l'hémorragie. Puis les chercheurs se sont mis à soigner les animaux conformément au "protocole Gemini", les mettant sous antibiotiques.

Tous les rongeurs ayant survécu ont rapidement retrouvé leurs fonctions motrices, et au 28e jour après l'expérience, ils pouvaient marcher. Ainsi, les chirurgiens sont parvenus à confirmer qu'il était possible de réparer une moelle épinière endommagée, surtout si les terminaisons nerveuses ont été brusquement déchirées.

Auparavant, l'intention des chercheurs de réaliser la première opération de transplantation de tête humaine avait fait l'objet de critiques, car, selon les sceptiques, les terminaisons nerveuses déchirées et la moelle épinière sectionnée ne peuvent pas être réparées. L'étape suivante, pour les scientifiques, sera d'effectuer une expérimentation similaire sur des chiens.



ALLEMAGNE

## L'ex-chancelier Helmut Kohl est mort



**L'**ex-chancelier Helmut Kohl, père de la réunification allemande, est mort vendredi à 87 ans, a rapporté le quotidien Bild très proche de cette figure de l'histoire de l'Allemagne contemporaine.

Il est décédé "ce matin dans sa maison de Ludwigshafen", dans le sud-ouest du pays, a indiqué le journal.

Malade et affaibli depuis plusieurs années, il s'est éteint dans sa maison de Ludwigshafen (sud-ouest), écrit le journal Bild, détenant le record de longévité à la chancellerie allemande (1982-1998) depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. A 52 ans il prend la tête, en 1982, du gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest à la faveur d'un changement d'alliance au Parlement. Personne n'aurait parié que ce fils d'un fonctionnaire du fisc issu d'une famille de la petite bourgeoisie de Ludwigshafen entre dans la mémoire collective européenne.

INSOMNIE

## Une découverte vous redonnera enfin l'envie de dormir !

**L'**homme contemporain est soumis à des pressions émotionnelles et intellectuelles, au stress et à l'anxiété. L'insomnie, cauchemar d'un grand nombre de mauvais dormeurs, est conventionnellement traitée comme un problème purement psychologique. Pourtant, les neurophysiologistes affirment que les gènes y sont pour quelque chose.

Un groupe de scientifiques allemands, néerlandais et islandais a signalé que la psychologie ne pouvait pas expliquer l'insomnie et a découvert des gènes liés à cette pathologie. Un article publié dans la revue Nature Genetics dévoile les particularités de la recherche réalisée. Ayant étudié le génome de plus de 100 000 volontaires, les neurophysiologistes ont découvert sept versions de gènes différentes dans les trois parties provoquant l'insomnie. Selon l'auteur principal de la recherche Eus J W Van Someren, de l'Institut néerlandais des recherches neurologiques (Amsterdam), c'est la première fois que l'influence des gènes sur l'insomnie est démontrée. Le scientifique espère que cette connaissance permettra de développer de nouveaux médicaments contre les pathologies du sommeil. Conclusion inattendue des chercheurs: des versions différentes de gènes sont liées à l'insomnie féminine ou masculine. Les scientifiques estiment que cela pourrait signifier que les problèmes de sommeil des femmes ou des hommes s'expliquent par des mécanismes physiologiques différents.

REGISTRES DE COMMERCE

# Le secteur du bâtiment le plus touché par les radiations en 2016

**S**elon des statistiques publiées par le Centre national du registre de commerce, les entreprises actives dans le secteur de bâtiment ont été les plus touchées par les radiations de registre de commerce en 2016, avec la cessation de 936 entreprises.

Selon les professionnels de ce métier pénible, cette situation, est due à la crise financière qui a frappé cette filière vitale dans l'économie nationale ces dernières années, avant que la tutelle intervienne à la faveur des entrepreneurs algériens, par le versement de près de 60 milliards de dinars au titres des redevances dues aux maîtres d'œuvre en charge des projets de réalisation de logements.

En effet, la CNL avait débouqué, il y a quelques jours, 74,60 milliards de dinars au profit des entrepreneurs et maîtres d'œuvre chargés de la réalisation des projets de logement dans les formules "Location-vente" (AADL) et logements publics locatifs (LPL-social).

14,78 milliards de dinars avaient été débouqués au profit des maîtres d'œuvre chargés de la réalisation de logements AADL et 59,82 milliards de dinars au profit des maîtres d'œuvre chargés de la réalisation des projets de logements LPL (social).

D'autre part, le nombre d'entreprises radiées du registre du commerce a été de 7.677 en 2016 dont 3.617 sociétés à responsabilité limitée (Sarl), soit 47% du nombre global des entreprises radiées, a appris l'APS auprès du Centre national du registre du commerce (Cnrc).

Outre les Sarl, ont été radiées 2.954 entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (Eurl), 698 sociétés en nom collectif (SNC), 392 sociétés par action (SPA), 7 groupes (groupe-

ment), 4 succursales (Succ), 3 établissements publics à caractère industriel et commercial (Epic), et 2 sociétés en commandite simple (SCS), indiquent les statistiques du CNRC.

Par secteur d'activités, les entreprises actives dans les travaux de bâtiment ont été les plus touchées par les radiations avec la cessation de 936 entreprises, suivies des entreprises de grands travaux publics et hydrauliques (730), de l'importation des matériels et produits liés au domaine de la quincailleries, droguerie et articles de ménages (550), des entreprises des travaux d'électricité (510) et de l'importation d'articles habillement et accessoires pour vêtements (507).

Par zone géographique, la wilaya d'Alger a enregistré le plus grand nombre de radiations d'entreprises (2.330), suivie de la wilaya d'Oran (494), de Sétif (459), de Tizi-Ouzou (322) et de Constantine (309).

Il est relevé que le nombre de radiations atteint en 2016 était en baisse de 7,1% par rapport à l'année 2015 durant laquelle 8.305 entreprises ont été radiées.

Selon une responsable au Cnrc, le taux des radiations du registre du commerce "se stabilise" ces dernières années après avoir atteint des "records" entre 2010 et 2012 quand le gouvernement avait décidé de supprimer l'exigence de l'extrait de rôle apuré pour effectuer une telle opération.

"Aujourd'hui, cette disposition est entrée dans sa phase de maturation. Nous estimons, à notre niveau, qu'il s'agit de l'activité régulière", a-t-elle noté.

En effet, depuis juillet 2010 les commerçants désirant radier leurs registres du commerce sont tenus de présenter l'attestation de situation fiscale au lieu de l'extrait de rôle apuré.

## HAUSSE DE 4,7% DE CRÉATIONS D'ENTREPRISES

Avec 16.202 nouvelles entités inscrites au registre du commerce, le nombre d'entreprises créées en 2016 a augmenté de 4,7% par rapport à 2015.

Ces entreprises ont été créées essentiellement dans les secteurs des travaux de bâtiment (1.544 entreprises), des grands travaux publics et hydrauliques (1.243), des travaux d'électricité (1.052), des travaux d'étanchéité du bâtiment et de plomberie (886) et de peinture industrielle et de bâtiment (879). Avec le total des nouvelles entreprises, le nombre global d'entreprises s'est élevé à 172.857 sociétés implantées notamment à Alger (56.674 entreprises), à Oran (13.873), à Sétif (8.083) et à Blida (6.368).

La part des entreprises étrangères représente 5,9% du total des personnes morales avec 10.321 entreprises venant principalement de France (2.017 entreprises), de Syrie (1.198), de Turquie (906), de Chine (879), de Tunisie (721), d'Egypte (592), de Jordanie (536), d'Espagne (511) et du Liban (493). En général, 29,52% des entreprises actives dans le secteur de production de biens, 32,23% dans les services, 19,89% dans l'import, 10,05% dans la distribution de gros et 6,9% dans la distribution de détail. Les entreprises de la production artisanale représentent 0,81% tandis que celles de l'export sont de 0,6%.

## BASSE DES NOUVELLES INSCRIPTIONS DES PERSONNES PHYSIQUES

Le nombre de personnes physiques inscrites au registre du commerce en 2016 a, quant à lui, diminué de 6,1% en 2016 avec 144.276 nouvelles personnes contre 153.616 en 2015. Ainsi le



nombre de personnes physiques, qui représente 90% du total des inscriptions au registre du commerce, a augmenté à 1.717.382 personnes inscrites, notamment à Alger (183.694 personnes), à Oran (77.965), à Tizi-Ouzou (73.369), à Sétif (71.704) et à Bejaia (60.170). Plus de 43% des

personnes physiques actives dans la distribution de détail contre plus de 39% dans les services et 13,6% dans la production de biens. En 2016, pas moins de 98.500 personnes physiques se sont faites radier du registre du commerce.

Hamza B.

## LA CONJONCTURE

de Nabil Benbachir

### La guerre économique Troisième Guerre mondiale?

**R**evenons sur le "chacun pour soi" quand s'impose "le chacun pour soi". L'Afrique et les pays en développement, les pays arabes par exemple, ont besoin qu'enfin, les pays riches, les puissances industrielles, consentent à vraiment les aider à se développer, et à mettre en œuvre une coopération qui ne signifie pas une guerre économique, une politique internationale d'échanges créatrice d'emplois durables et non pas de confrontations sous forme de concurrence imposable où les vainqueurs sont connus d'avance.

A chaque grande manifestation économique internationale, c'est le même discours portant les mêmes revendications, et c'est la même réponse fournie par les pays interpellés. Des discours portés par ce type de revendications ont été à maintes fois prononcés par les pays en développement sous forme d'appel à l'aide et n'ont reçu de la part des pays industriels que des promesses.

Or il y a des urgences qui s'expriment de la part de tels pays. Devant l'accroissement inévitable du chômage et du risque de mouvements sociaux qui tendraient vers la violence, qui donneraient éventuellement des argumentations supplémentaires au terrorisme qui ne manquerait pas l'occasion de faire des campagnes de recrutement pour renouveler leurs effectifs et donc aggraver la situation de sécurité et d'instabilité.

Il y a également des risques d'effondrement des industries que ces pays ont mises en place au prix d'un endettement important et donc les risques de faillites des entreprises avec leur inévitable cortège de licenciements et en corollaire de perturbation sur le front social. De tels pays devraient être aidés à protéger leur marché intérieur. Des zones africaines de libre-échange ? Plutôt une zone africaine de libre-échange des produits importés d'ailleurs et vendus sur le marché intérieur africain et non pas des produits fabriqués en Afrique même. Il n'y aurait ainsi que les pays en développement à ne pas protéger leur marché intérieur.

N. B.

## PENSIONS DE RETRAITE

### La date de versement prévue pour le 20 du mois en cours

**L**e ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a décidé, en prévision de l'Aïd el-Fitr, d'avancer la date de versement des pensions de retraite pour ce mois de juin, a-t-on appris hier auprès du ministère. Il a été décidé d'avancer au 20 juin la date de versement des pensions pour les retraités qui les percevaient habituellement entre le 20 et 22 de chaque mois, et au 21 juin pour ceux qui les percevaient entre le 24 et 26 de chaque mois, a précisé la même source dans une déclaration à l'APS.

Cette opération, qui se déroulera en coordination entre la Caisse nationale des retraites (CNR) et les services d'Algérie Poste, a été décidée pour permettre aux retraités de faire face aux dépenses de l'Aïd, a ajouté la même source. Cependant, le nouveau ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, dans le

gouvernement du Premier ministre Abdelmadjid Tebboune, Mourad Zemali, a annoncé récemment une valorisation de 2,5% des pensions et allocations de retraite en ce mois de juin, sur décision du président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

"Le président de la République a décidé d'une augmentation annuelle des pensions et des allocations de retraite de l'ordre de 2,5%, qui touchera 2,8 millions de retraités", a indiqué le ministre à l'occasion de l'ouverture d'un marché de solidarité pour le mois de Ramadhan à la place du 1er mai, précisant que ces augmentations "seront versées au mois de juin avec effet rétroactif à partir du 1er mai dernier".

M. Zemali, a souligné, que "l'incidence financière de cette mesure pour l'année 2017 est de l'ordre de 20 milliards DA".

Il a relevé, dans ce sens, que le taux de la revalorisation a été

défini en tenant compte des équilibres financiers et de la situation actuelle de la Caisse nationale de retraite (CNR), précisant que la dépense annuelle de la CNR est de l'ordre de 1.000 milliards DA.

Il a souligné, à cet effet, "la nécessité de valoriser les pensions et les allocations de retraite, tout en assurant la pérennité du système national des retraites", rappelant que "rééquilibrer la situation financière de la CNR est un des objectifs du secteur".

Le ministre a souligné, par la même occasion, qu'en tenant compte de l'année 2017, le taux global des revalorisations a atteint, depuis 2010, près de 60%. Pour sa part, Sidi Saïd a salué la décision prise par le président de la République, indiquant que la revalorisation des retraites "constitue une des préoccupations de l'UGTA.

Salim H.



LAFARGE-ALGÉRIE

## Exportations prévues pour la première fois en 2018

LE GROUPE Lafarge-Holcim Algérie va réaliser ses premières exportations dès 2018.

Le groupe Lafarge-Holcim Algérie entamera ses premières opérations d'exportation du ciment gris et du clinker le premier trimestre 2018 vers des pays de l'Afrique de l'Ouest, a indiqué à l'APS, le directeur des relations publiques de l'entreprise, Serge Dubois.

"En Algérie, il va y avoir un excédent de 10 millions de tonnes/an de ciment à l'horizon 2020. Il y a un consensus autour de ce chiffre et vu les capacités qui sont en train d'être installées, on se prépare déjà à exporter nos excédents", a précisé M. Dubois, expliquant que son groupe envisage, dans une première phase, d'exporter 50.000 tonnes de ciment dès le premier trimestre 2018 vers les pays de l'Afrique de l'Ouest.

S'agissant du choix de l'Afrique de l'Ouest, le responsable a expliqué que Lafarge-Holcim dispose d'une structure dédiée au commerce international, Lafarge-Holmium Trading, qui détient 50% des échanges du ciment circulant autour de la Méditerranée et l'Afrique de l'Ouest, "ce qui va nous permettre de trouver des débouchés aux produits algériens".

A ce propos, le directeur des partenariats du groupe Lafarge-Holcim Algérie, Hedi Rafai, a expliqué de son côté que le marché ouest-africain est déficitaire et constitue une "bonne opportunité" pour exporter les produits algériens.

"L'Afrique de l'Ouest importe actuellement quelque 21 millions de tonnes de ciment par an. C'est un marché à très forte croissance vu sa grande démographie, l'immigration de la population vers les centres urbains, le manque de calcaire, la matière première pour le ciment, et de l'énergie chez les pays de la région.

L'Algérie peut donc prendre sa part dans ce marché", a-t-il déclaré. Pour se préparer à ce genre d'opération, M. Rafai a souligné que "des contacts étaient lancés depuis six (6) mois avec le ministère des Transports et les institutions portuaires pour préparer les quais, les aires de stockage et les moyens de manutention, afin de dégager des plateformes au niveau des ports".

L'Algérie consomme annuellement environ 22 millions de tonnes de ciment dont 18 millions de tonnes sont produits localement et près de 4 millions de tonnes issues de l'importation.

La production nationale de ciment est dominée par le secteur public, notamment par le Groupe industriel des ciments d'Algérie (Gica) qui produit plus de 11,5 millions de tonnes par an, représentant 65% de la production nationale globale, le reste (35%) étant assuré par le secteur privé. Les pouvoirs publics ont entamé un vaste programme de réalisation de nouvelles cimenteries qui devraient permettre de combler le déficit dans un marché en pleine expansion. L'Algérie sera auto-suffisante en ciment d'ici la fin de cette année grâce à la réception de plusieurs projets avec un apport supplémentaire de plus de 4 millions de tonnes.

Ahmed Saber

POUR RÉALISER 120 000 LOGEMENTS AADL

# Financement bancaire de près de 330 milliards de DA

Une convention cadre a été signée, jeudi à Alger, entre le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, le Crédit populaire d'Algérie (CPA) et la Caisse nationale du logement (CNL) pour le financement d'un programme de 120.000 logements de type location-vente (AADL) pour un montant de près de 329 milliards (mlds) de DA.

La convention a été signée par le Directeur général du logement au ministère, M. Kamel Nasri, le P-DG du CPA, M. Omar Boudieb, et le Directeur général de la CNL M. Ahmed Belayat.

Sur les 329 mds de DA, 259 mds de DA seront destinés à la réalisation de la partie logements alors que le reste servira à financer la réalisation des locaux commerciaux situés dans les futurs immeubles AADL.

A l'issue de la signature, le ministre de l'Habitat de l'Urbanisme et de la Ville, M. Youcef Cherfa, a précisé que la réalisation de ce programme sera entamée juste après le Ramadhan pour une durée de 12 à 18 mois.

"Nous rassurons les souscripteurs de l'AADL qu'ils auront, tous, leurs logements et que les délais de réalisation seront respectés. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme du Président de la République et c'est une priorité nationale", a-t-il insisté dans une déclaration à la presse.

Il a assuré que l'AADL et les OPGI n'enregistrent actuellement "aucune dette" envers les



maîtres d'œuvres pour la réalisation des logements AADL et LPL (ex-Social) à l'exception des restes à payer du mois de juin en cours qui seront à leur tour "réglés incessamment du moment que leur couverture financière est disponible". M. Cherfa a rappelé que la CNL avait récemment débloqué 134 milliards (mlds) de DA sur deux tranches (74,6 mds de DA et 60 mds de DA) pour régler la situation des services concernés.

"Désormais, le financement du logement en Algérie se poursuivra très normalement", a-t-il insisté. A une question pour savoir si les maîtres d'œuvres étrangers seraient prioritaires en ce qui concerne le règlement de leurs factures, le ministre a assuré que le traitement des pouvoirs publics est identique et équitable que ce soit pour les

entreprises algériennes, mixtes ou étrangères. Interrogé sur un éventuel mouvement attendu à la tête des directions de logements, le ministre a écarté une telle démarche, soulignant que l'évaluation des réalisations et de la gestion du secteur se fait chaque semestre de façon systématique. Pour ce qui est du LSP (Logement social participatif), M. Cherfa a assuré que ce programme "n'a pas été abandonné par les autorités, surtout que les financements nécessaires à son parachèvement existent".

## AADL: 552 MDS DE DA DE FINANCEMENTS BANCAIRES ENCORE NÉCESSAIRES SUR TROIS ANS

De son côté, le P-DG du CPA qui représente le chef de file des six banques publiques concer-

nées par le financement du programme AADL et LPP- a indiqué que ces banques ont déjà financé deux programmes AADL, remontant à 2013 et 2015 et portant respectivement sur 100 000 logements et sur 80 000 logements et ce, pour un engagement global de 150 mds de DA.

Il a avancé à la presse que les besoins de financements bancaires du programme AADL sur trois ans s'élèvent à plus de 552 mds de DA dont 239 mds de DA à débloquer durant le deuxième semestre de l'année en cours, 236 mds de DA pour 2018 et 78 mds de DA pour 2019.

"Nous (les banques) avons traversé une période un peu difficile dernièrement, mais, grâce au nouveau Gouvernement et aux décisions du nouveau Premier ministre, nous avons pu ressouder la cohésion entre nous (les banques)", s'est-il réjoui en assurant, à son tour, que "tout ce qui reste comme impayés sera réglé dans les deux-trois semaines à venir". A rappeler que la réalisation de 1,6 million de logements, tous types confondus, est inscrite dans le programme du Président de la République pour la période 2015-2019, avec une moyenne de 320 000 logements/an.

Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune avait indiqué fin mai que le financement ne constituait plus une entrave à l'avancement des projets de logements en affirmant que ce dossier demeurera une priorité nationale.

Meryem L.

CNMA

## Le chiffre d'affaires augmente de 2% en 2016

Selon le bilan présenté jeudi lors de l'Assemblée générale du conseil d'administration de la Caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA), la compagnie d'assurance a enregistré un chiffre d'affaires de 13 milliards DA en 2016, en hausse de 2% par rapport à l'année d'avant, mais reste en deçà des attentes. Au 31 décembre 2016, le chiffre d'affaires de la CNMA avoisine les 13 milliards (mlds) DA contre 12,5 mds DA en 2015, enregistrant une hausse de 2%.

Bien qu'elle est "insignifiante", cette évolution reste "appréciable" par rapport au marché national des assurances qui s'est accru de 0,8% seulement en 2016, a souligné le directeur général de cette institution, Chérif Benhabyles.

Cette croissance reste toutefois en deçà des prévisions de la compagnie qui tablait sur un taux de 8%, et ce, en raison de la crise économique et financière que vit le pays.

D'après les chiffres du bilan, les sinistres déclarés ont aussi légèrement évolué en passant de 7,240 mds DA en 2015 à 7,383 mds DA en 2016, soit une hausse de 1%.

Les indemnisations, quant à elles, ont atteint 6,803 mds DA en 2016 contre 6,719 mds DA en 2015, en hausse de 1,25%.

Le bilan fait également état d'une évolution de 31% sur un an, de la marge d'assurance nette en 2016 (1,25 milliard DA). Evoquant les réalisations de la caisse, M. Benhabyles, a cité notamment l'opération de traitement des dossiers de sinistres cumulés pendant plusieurs années, laquelle s'est soldée par un remboursement de plus de 19 mds DA durant les trois (3) dernières années. Le taux de pénétration des assurances dans le secteur agricole demeure faible puisque 21%

seulement des agriculteurs sont assurés. Ce manque d'engagement est dû, selon les assureurs à l'"absence de la culture d'assurance" chez les producteurs, alors que ces derniers trouvent que les produits des compagnies d'assurance ne répondent pas à leurs attentes. Bien que ce taux de pénétration a connu une progression ces trois (3) dernières années, il reste encore "très loin des objectifs qu'on s'était fixés", estime M. Benhabyles.

"Il faut continuer à faire un travail de proximité, d'accompagnement et de communication. L'assurance ne doit pas être conçue comme un acte administratif. Il est temps de lui donner toute sa considération comme étant un acte économique qui vient d'abord préserver les acquis et sécuriser les revenus des agriculteurs ensuite", a-t-il ajouté.

## BOUAZGHI APPELLE À DOUBLER LES EFFORTS

Intervenant lors de cette rencontre, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, a appelé les responsables de la CNMA à "doubler d'efforts" et à intensifier la sensibilisation et la vulgarisation autour de l'assurance agricole afin de répondre aux besoins du secteur. "Les défis qui nous attendent, à court et à moyen termes, sont énormes.

Si nous voulons donner à ce secteur la place qui lui convient dans l'économie en tant que secteur créateur de richesses, nous devons fournir plus d'efforts", a-t-il souligné.

Le ministre a suggéré à la Caisse d'être un "espace ouvert" aux agriculteurs, aux éleveurs et aux pêcheurs et opérateurs économiques. "Il faut travailler sur l'amélioration des prestations de services et la prise en charge

des activités liées au soutien, à l'encadrement, à l'accompagnement et à l'assurance de la production agricole", a-t-il encore noté.

Il a recommandé, dans le même contexte, aux mutualités d'être au diapason des évolutions techniques et technologiques que connaît le secteur des assurances agricole dans le monde, en introduisant de nouveaux produits d'assurances innovants adaptés aux conditions climatiques que vit le pays notamment les sécheresses récurrentes ainsi que la mise en place d'une politique de veille et de prévention pour déterminer les risques.

Par ailleurs, M. Bouazghi a soutenu que le secteur avait réalisé des "avancées considérables" depuis 2000 grâce aux moyens financiers et techniques qu'a offerts l'Etat aux différentes activités agricoles, mais "beaucoup reste à faire notamment en matière de conditionnement, de valorisation de la production agricole et de la commercialisation".

La valeur de la production agricole est passée de 500 mds DA en 2000 à plus de 3.000 mds DA actuellement, alors que le pays est devenu autosuffisant à 80% pour certains produits notamment les maraichers, d'après les chiffres avancés par le ministre.

Néanmoins, "notre objectif est de sortir complètement de la dépendance du marché extérieur pour certains produits comme le lait et de faire de l'agriculture le secteur de substitution aux revenus pétroliers", a-t-il ajouté.

Par ailleurs, le secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Mohamed Alioui a recommandé à la CNMA de développer des produits d'assurances destinés à couvrir les pertes des rendements agricoles.

Mourad N.

IFTAR DU RAMADHAN À  
GHARDAÏAPas moins de 32.000  
repas chauds servis

Pas moins de 32.000 repas chauds d'Iftar (rupture du jeûne) ont été servis aux démunis et aux passagers, durant la première quinzaine du mois de Ramadhan dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris du directeur de l'Action sociale (DAS) de cette wilaya.

Ces repas chauds et complets sont offerts aux jeûneurs dans les 14 restaurants de solidarité ouverts à l'initiative d'associations caritatives et du Croissant rouge algérien dans les localités situées sur les axes routiers très fréquentés, notamment le tronçon de la RN-1 entre Berriane, Ghardaïa, Hassi-Lefhal, Hassi El-Gara et El-Menea, et les localités de Guerrara, Zelfana et Métili, a précisé Messaoud Saouli. Ces restaurants sont encadrés par plus d'une centaine de bénévoles, selon la même source qui relève l'augmentation constante du nombre de jeûneurs ayant recours à ces restaurants, notamment ceux ouverts sur les axes routiers. De nombreux propriétaires de restaurants situés près de la gare routière de Ghardaïa ainsi que des familles aisées proposent des repas d'Iftar, gracieusement, aux voyageurs, aux passants et aux sans domicile fixe (SDF), ainsi que les migrants africains présents dans la région de Ghardaïa, a-t-on constaté.

Cet esprit de solidarité a touché également les commerçants, marchands de fruits et légumes ainsi que les épiciers qui chaque matin approvisionnent les associations caritatives en produits alimentaires nécessaires pour la préparation du repas d'Iftar du Ramadhan.

SAISON ESTIVALE 2017  
12 000 policiers  
mobilisés au niveau  
des postes frontaliers

La direction de la Police des frontières (PDF), relevant de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), a mobilisé 12 000 policiers au niveau des postes frontaliers en prévision de la saison estivale 2017, a indiqué le Commissaire principal, Hamid Zoughir. Lors du Forum de la Sûreté nationale organisé à l'Ecole supérieure de police, le représentant de la DPF a fait savoir que des mesures de sécurité et de facilitation ont été prises en prévision de la saison estivale, précisant que 12 000 policiers ont été mobilisés au niveau des postes frontaliers terrestres, aériens et maritimes. De même que l'ensemble des composantes sécuritaires sur le terrain a été renforcé par des effectifs supplémentaires outre la mise en place de moyens de surveillance au niveau des parkings et la réactivation des brigades de surveillance et sécurité, a-t-il ajouté. Le représentant de la DPF a annoncé également l'augmentation du nombre de guichets au niveau des postes frontaliers et la mise en place d'autres guichets itinérants au niveau des passages terrestres en vue de faciliter les formalités au profit des voyageurs, outre la réservation d'un couloir vert aux membres de la communauté nationale établie à l'étranger au niveau des ports et aéroports et le remplacement de la fouille manuelle par des moyens modernes. A ce titre, l'officier a fait état également de la généralisation d'échange de base de données entre les services de police et les Douanes au niveau des postes frontaliers, ainsi que le déploiement des brigades maritimes de la Police des frontières maritimes à travers les ports de Skikda, Béjaïa, Alger, Mostaganem et Oran pendant toute la durée de la saison estivale. S'agissant de la saison de Hadj 2017, M. Zoughir a indiqué que le dispositif décidé pour cette année permettra le traitement des documents des Hajjis, 48 heures avant leur vol pour les Lieux saints.

## LITTORAL DE BOUSMAÏL

Le groupe Tonic s'engage  
à résoudre le problème de ses  
déchets industriels

*La ministre de  
l'Environnement et des  
énergies  
renouvelables, Fatma  
Zohra Zerouati, a  
affirmé jeudi à Tipaza  
que le groupe Tonic,  
spécialisé dans  
l'industrie du papier,  
s'était engagé à traiter  
définitivement, en  
l'espace de deux mois,  
tous ses déchets  
industriels à l'origine  
de la pollution du  
littoral de Bousmaïl.*

Dans une déclaration à la presse lors d'une visite d'inspection à des sites de projets relevant de son secteur dans la wilaya de Tipaza, Mme Zerouati a précisé que le groupe industriel qui verse ses déchets industriels dans le littoral de Bousmaïl depuis 2005, a été destinataire récemment d'une deuxième mise en demeure par la commission de wilaya chargée du contrôle et du suivi des organismes classés, le sommant de procéder au trai-



tement du problème de la pollution à la suite de la suspension de son activité pendant trois mois.

Après une visite au site abritant le projet de la station d'épuration des eaux usées relevant du groupe, Mme Zerouati a indiqué que le premier responsable de Tonic s'était engagé à résoudre ce problème définitivement dans les deux mois à venir après l'entrée en service de la deuxième partie du projet.

"Ces déchets sont déversés directement dans les eaux depuis 2005, ce qui est inacceptable (...) aujourd'hui nous ne pouvons pas rattraper certaines situations, mais nous ne tolérons pas la poursuite de ces infractions", a martelé la

ministre.

En vue de traiter ses déchets industriels, le groupe Tonic a procédé à la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées avant de les déverser dans la mer. Cependant l'activité de l'unité est limitée au traitement organique des déchets durs, liquides et la vase en attendant l'inauguration de la deuxième partie destinée au traitement des déchets biologiques.

Lors de sa visite à l'unité de développement des équipements solaires relevant du Centre national des énergies renouvelables, la ministre a souligné l'importance de développer les énergies non polluantes en tant que "priorité nationale" à l'heure actuelle.

La première responsable du secteur a appelé à l'élargissement de l'utilisation des énergies solaires dans tous les secteurs et même par les ménages, d'autant plus que l'Algérie possède des taux d'ensoleillement très élevés tout au long de l'année. Mme Zerouati a inspecté en outre un projet de réalisation d'un parc d'attraction urbain dans la wilaya de Tipaza confié à un investisseur privé. Le parc qui s'étend sur une superficie de 19 hectares ouvrira ses portes au public en juin 2018. La ministre a mis l'accent sur l'importance de doter cet espace de loisir de toutes les commodités en prenant en compte les personnes aux besoins spécifiques. La ministre a inspecté également les travaux de réhabilitation de la région des "Anses de Kouali", située à Bou Ismail, à 70 km à l'ouest d'Alger, une région riche en espèces végétales et animales.

Au terme de sa visite, la ministre a mis en exergue le rôle de la société dans la préservation de l'environnement en tant que partenaire actif dans le développement durable auquel aspire l'Algérie.

## OUARGLA

Baisse sensible ces dernières années  
des pertes causées par les incendies

Les pertes de palmiers causées par les incendies ont connu une baisse "sensible", ces dernières années dans la wilaya d'Ouargla, ce qui a contribué à la préservation du patrimoine phoenicicole de la région, ont estimé les services de la protection civile (PC).

Les statistiques de la PC font état de la destruction l'an dernier par le feu de 1.909 palmiers dattiers, contre 2.885 palmiers en 2015 et près de 3.320 autres en 2014. Les pertes s'élevaient à 8.263 palmiers en 2008, avant de descendre à 7.662 palmiers en 2010 et à près de 7.600 autres l'année suivante.

Les mêmes services expliquent ce recul des pertes subies par les palmeraies par les intenses campagnes de sensibilisation en direction des agriculteurs, portant sur le respect des mesures de précaution lors des actions débroussaillage, ainsi que par le renforcement des unités de la PC en équipements et moyens d'intervention pour la maîtrise des incendies.

A ces facteurs ayant contribué à réduire les dégâts, il est relevé le rôle joué par la mini-colonne mobile, créée en 2011, par la PC en plus des patrouilles de reconnaissance effectuées par les éléments de la PC à travers les palmeraies.

Composée de camions citernes, d'ambulances et de véhicules de communications, cette colonne mobile assure également des cours de formation en direction des sapeurs-pompiers. Les services de la PC imputent, toutefois, le grand nombre de feux de forêts déclarés dans la région d'Ouargla au manque d'entretien de plusieurs palmeraies, en plus de l'absence de

pistes d'accès facilitant l'intervention de la PC, l'absence de points d'eau, en plus des brise-vents clôturant les palmeraies qui entravent l'accès des pompiers aux foyers d'incendies. La wilaya d'Ouargla compte un patrimoine phoenicicole de plus de 2,6 millions de palmiers, dont plus de 2,1 millions de palmiers productifs, consti-

tués essentiellement de variétés diverses, notamment les variétés Deglet-Nour, Ghers et Degla-Beida.

Occupant une superficie de plus de 21.977 hectares ce patrimoine phoenicicole constitue une ressource vivrière pour une bonne partie de la population locale.

## ORAN

Une délégation de la chambre de commerce  
de Bordeaux attendue

Une délégation de la chambre de commerce de Bordeaux effectuera avant la fin d'année en cours une visite à Oran dans le cadre du programme de jumelage entre les deux villes, a-t-on appris du président de la Chambre de commerce et d'industrie de l'Oranie (CCIO). Cette prochaine visite, conduite par le président de la chambre de commerce de Bordeaux, Patrick Seguin, accompagné du directeur du marché de gros de cette ville et d'hommes d'affaires bordelais, sera consacrée à la recherche de voies et moyens de renforcer les relations bilatérales et de concrétiser un nombre de

projets dont celui d'exportation de produits agricoles vers Bordeaux, a indiqué Abed Mouad.

Dans le cadre du programme de jumelage réalisé en 2003, une délégation d'élus de la CCIO s'est rendue à Bordeaux pour visiter la Foire internationale de cette ville du 20 au 28 mai dernier et réactiver, par la même occasion, les relations bilatérales. Les membres de la délégation algérienne ont été reçus par les responsables de la ville et de la chambre de commerce locale dont le maire de Bordeaux, Alain Juppé, avec lequel ils se sont entretenus sur plusieurs sujets d'ordre économique

et d'intérêt commun, a fait savoir M. Mouad. Lors d'une rencontre avec le président de la chambre de commerce de Bordeaux, un exposé détaillé sur les potentialités économiques et commerciales d'Oran et de sa région a été présenté.

En outre, les élus de la CCIO ont visité le marché de gros de fruits et légumes de Bordeaux, une importante structure de 14 hectares et ont étudié avec ses responsables les possibilités d'exporter les produits agricoles oranais vers Bordeaux. Ce projet sera étudié lors de la visite de la délégation française à Oran, a indiqué la même source.

À CAUSE DE LA FED ET DU PÉTROLE

# Les Bourses européennes globalement en baisse

**Les Bourses européennes ont terminé globalement en baisse jeudi, perturbées par la décision de politique monétaire de la Fed ainsi que par la faiblesse des cours du pétrole, qui ont invité les investisseurs à la prudence.**



## L'EUROSTOXX 50 A CÉDÉ 0,61%

La Bourse de Paris a terminé en baisse de 0,50%. L'indice CAC 40 a cédé 26,41 points à 5.216,88 points dans un volume d'échanges nourri de 4,7 milliards d'euros. La veille, il avait fini en repli de 0,35%. STMicroelectronics a perdu 2,55% à 13,55 euros. Cap Gemini a cédé 1,84% à 90,64 euros. Soitec a chuté de 6,58% à 51,94 euros. Innate Pharma a pris 2,32% à 12,35 euros. Zodiac Aerospace a gagné 0,86% à 23,92 euros. Renault a reculé de 0,63% à 82,18 euros alors que les actionnaires du groupe ont entériné jeudi la rémunération du PDG Carlos Ghosn pour 2016.

La Bourse de Londres a terminé en baisse de 0,74%. L'indice FTSE-100 des principales valeurs a perdu 55,04 points pour finir à 7.419,36 points. Barratt Developments s'est enfoncé de 3,11% à 575,50 pence. Persimmon a perdu 2,29% à 2.259 pence. Taylor Wimpey a reculé de 1,27% à 178,70 pence. British Land Company a cédé 2,55% à 630,50 pence. La chaîne d'habillement Next a abandonné 6,14% à 4.037 pence. Marks and Spencer a chuté de 4,74% à 351,80 pence. Fresnillo a dégringolé de 7,26% à 1.558 pence. Randgold Resources a perdu 4,89% à

7.100 pence. Burberry a cédé 2,20% à 1.687 pence. La Bourse de Francfort a rechuté, victime de prises de bénéfices dans la foulée d'une Wall Street nerveuse. L'indice vedette Dax, qui avait pour la première fois de son histoire dépassé la veille le seuil de 12.900 points en séance, a clôturé en recul de 0,89% à 12.691,81 points. Le MDax des valeurs moyennes a lâché de son côté 1,13% à 25.017,94 points.

L'opérateur Deutsche Börse a pris 0,84% à 94,80 euros.

Commerzbank a gagné 0,45% à 9,34 euros. Volkswagen a reculé de 0,79% à 131,35 euros. Deutsche Telekom a chuté de 2,38% à 16,40 euros.

ThyssenKrupp a cédé 2,33% à 23,32 euros. La Bourse suisse a fini stable, après que la Banque nationale (BNS) a comme prévu laissé son taux directeur et ses prévisions de croissance inchangés. L'indice SMI de la Bourse suisse a clôturé à 8.853,01 points, en hausse de 0,04%.

Avec un gain de 0,4% à 81 CHF, Nestlé a profité du relèvement de son objectif de cours par Credit Suisse et S&P.

Novartis a reculé de 0,13% à 78,45 CHF. Credit Suisse a perdu 1,06% à 13,04 CHF. UBS a pris 0,19% à 15,63 CHF. La Bourse de Bruxelles a terminé en baisse de 0,35%, l'indice Bel-20 des principales valeurs s'établissant à 3.888,87 points. Le brasseur AbInbev a progressé de 0,35% à 101,55 euros. Le groupe énergétique Engie a gagné 0,65% à 13,93 euros. ING a pris 0,37% à 15,08 euros. KBC a avancé de 0,30% à 67,65 euros. Le sidérurgiste Aperam a chuté de 3,19% à 40,08 euros. L'indice AEX des principales valeurs de la Bourse d'Amsterdam a clôturé en baisse de 0,57% à 518,75 points.

Le géant néerlandais de la distribution Ahold Delhaize a chuté de 4,08% à 18,46 euros. Arcelor Mittal a perdu 2,85% à 18,05 euros. ABN Amro a grimpé de 0,79% à 22,93 euros. La Bourse de Milan a terminé en baisse, l'indice FTSE Mib perdant 0,54% à 20.848 points. CNH Industrial a grimpé de

3,03% à 10,21 euros.

Campari a pris 2,06% à 6,19 euros. Salvatore Ferragamo a gagné 1,69% à 24,71 euros.

Saipem a dégringolé de 3,62% à 3,41 euros. Italgas a perdu 2,97% à 4,57 euros. STMicroelectronics a cédé 2,52% à 13,52 euros. La Bourse de Madrid a clôturé en baisse de 0,71% à 10.699,6 points, tirée vers le bas par des valeurs liées aux matières premières ou les poids-lourds de l'indice Ibex-35.

L'assureur Mapfre a subi un recul de 2,98% à 3,15 euros. Telefonica a perdu 2,05% à 9,55 euros. Repsol a cédé 2,09% à 13,84 euros. Inditex (Zara) a baissé de 0,70% à 34,97 euros.

Banco Santander a concédé 0,73% à 5,89 euros. La Bourse de Lisbonne a perdu 1,01% à 5.262,02 points, pénalisée surtout par l'électricien EDP, qui a chuté de 3,69% à 3,06 euros. Sonae a perdu 2,19% à 0,94 euro. The Navigator Company a reculé de 2,01% à 3,90 euros. Jeronimo Martins a cédé 1,52% à 17,79 euros. NOS a terminé en baisse de 1,40% à 5,42 euros.

## INDICATEURS MITIGÉS À WALL STREET

Wall Street a terminé en légère baisse jeudi, freinée par des indicateurs mitigés et par les interrogations sur le rôle du président américain Donald Trump dans une enquête du FBI: le Dow Jones a perdu 0,07% et le Nasdaq 0,47%. Selon les résultats définitifs, l'indice vedette Dow Jones Industrial Average a cédé 14,66 points à 21.359,90 points et le Nasdaq 29,39 points à 6.165,50 points. L'indice élargi S&P 500 a reculé de 5,46 points, soit 0,22%, à 2.432,46 points.

Après avoir nettement reculé en début d'échanges, les indices ont limité leurs pertes au fil de la séance. "Au vu des facteurs négatifs, le marché s'en tire plutôt bien", a jugé Peter Cardillo, économiste en chef de First Standard Financial. La politique est revenue sur le devant de la scène avec les derniers développements des affaires russes.

Le procureur spécial Robert Mueller interroge actuellement de hauts responsables du renseignement pour déterminer si le président américain a tenté de freiner ou bloquer l'enquête du FBI sur le sujet, selon le Washington Post et le New York Times. "Le fait que l'on ait eu une salve très mitigée de nouvelles économiques malgré une hausse des taux provoque quelques secousses", a ajouté Peter Cardillo. Les prix à l'importation, une des composantes de l'inflation, ont en effet baissé au mois de mai et la production industrielle a stagné au même

mois. L'activité manufacturière dans la région clef de New York a rebondi spectaculairement en juin mais dans la région de Philadelphie elle a progressé à un rythme moins rapide qu'au mois d'avant, selon les enquêtes des antennes locales de la Fed.

"Je me demande si les indicateurs économiques en demi-teinte réduisent les inquiétudes sur le fait que la Fed puisse être trop agressive dans son resserrement", s'est pour sa part interrogé Karl Haeling de LBBW.

La banque centrale américaine a relevé ses taux d'intérêt mercredi et a laissé la porte ouverte à une troisième hausse d'ici la fin de l'année même si l'inflation a montré quelques signes de faiblesse, repassant en mai sous son objectif de 2% en rythme annuel, selon l'indice CPI.

## MATTEL BAISSÉ ENCORE


Les grands noms de la technologie ont poursuivi leur correction avec, au sein du Dow Jones, le géant de l'informatique Microsoft, en baisse de 0,53% à 69,90 dollars et son concurrent Apple de 0,60% à 144,29 dollars. Hors de l'indice vedette, la maison-mère de Google, Alphabet, a reculé de 0,89% à 942,31 dollars, le spécialiste du commerce en ligne Amazon de 1,26% à 964,17 dollars et le réseau social Facebook de 0,30% à 149,80 dollars. Parmi les autres valeurs, l'équipementier Nike a perdu 3,22% à 52,90 dollars après avoir annoncé la suppression d'environ 2% de ses effectifs et vouloir se concentrer sur des produits phare. Le fabricant de jouets, notamment de la célèbre Barbie, Mattel a encaissé une deuxième séance de chute, de 6,68% à 20,67 dollars, après avoir annoncé réduire son dividende au profit d'investissements. Dans le secteur pétrolier, Energy Transfer Partners a reculé de 2,78% à 19,21 dollars. Un juge fédéral a ordonné une étude environnementale sur l'oléoduc Dakota Access, ouvrant ainsi la voie à une possible suspension du projet contesté par des tribus indiennes et des écologistes.

Dans le secteur bancaire, les PDG des banques d'affaires Goldman Sachs (-1,45% à 223,23 dollars) et Morgan Stanley (-0,49% à 44,69 dollars) ont été dupés récemment par un hacker, ont indiqué à l'AFP deux sources proches du dossier. Le hacker aurait également piégé le PDG de Citigroup (-0,96% à 64,10 dollars), a ajouté sous couvert d'anonymat une des sources, confirmant des informations du Financial Times.

Ilyas A

Cotation hebdomadaire des billets de banque du 22 MAI 2017			
BILLETS DE BANQUE		ACHAT	VENTE
US DOLLAR	1 USD	108.5043	108.5193
EURO	1 EUR	121.1776	121.2269
POUND STERLING	1 GBP	140.8232	140.8793
JAPAN YEN	100 JPY	97.4969	97.5542
YUAN HONG KONG	1 CNH	15.7680	15.7748
SWISS FRANC	100 CHF	11118.3830	11123.3395
CANADIAN DOLLAR	1 CAD	80.2903	80.3252
DANISH KRONE	100 DKK	1628.2647	1628.6853
SWEDISH KRONA	100 SEK	1242.0080	1242.7487
NORWEGIAN KRONE	100 NOK	1292.8106	1293.7601
ARAB EMIRAT DIRHAM	1 AED	29.5403	29.5451
SAUDI RIYAL	1 SAR	28.2999	28.9362
KUWAIT DINAR	1 KWD	357.6279	357.7953
TUNISIAN DINAR	1 TND	44.6126	45.0610
MAROCCAN DIRHAM	1 MAD	11.1071	11.1753

## Séance de cotation des valeurs mobilières du 22 MAI 2017

	Alliance Assurance	445,00	Capitalisation boursière
	EGH El Aurassi	545,00	
Séance de cotation des valeurs du Trésor Rendement maximum 4,79 Rendement minimum 0,00	Saïdal	665,00	Indice boursier théorique
	NCA-Rouiba	325,00	1 209,918

## BURKINA FASO Les présidents Burkinabè, Malien et Nigérien s'engagent dans la réhabilitation des terres en Afrique

Les présidents burkinabè Roch Marc Christian Kaboré, malien Ibrahim Boubacar Keita et nigérien Mahamadou Issoufou se sont engagés jeudi à Ouagadougou à œuvrer dans la réhabilitation et la gestion durable des terres en Afrique.

"Nous, chefs d'Etat du Burkina Faso, du Mali, du Niger, de concert avec nos pairs de la sous-région, prenons l'engagement d'œuvrer à la promotion de partenariats régionaux et mondiaux pour l'investissement dans la réhabilitation et la gestion durable des terres à toutes les tribunes d'échanges que nous aurons", a déclaré le président Roch Marc Christian Kaboré.

M. Kaboré s'exprimait à l'occasion du colloque de haut niveau à Ouagadougou sur l'initiative sur la Soutenabilité, la Stabilité et la Sécurité (3S) qui a réuni des ministres africains en charge de l'environnement et des chercheurs.

Il a invité la communauté internationale à promouvoir des partenariats afin de réhabiliter dix millions d'hectares de terres dégradées et créer deux millions d'emplois verts pour les jeunes, les femmes et les migrants.

La secrétaire exécutive de la Conventions des Nations unies sur la lutte contre la désertification, Monique Barbut, a quant à elle prévenu que d'ici 2050 la population africaine doublera pour atteindre deux milliards de personnes, en majorité jeunes et sans emploi, soulignant que les problèmes mentionnés s'accroîtraient et la vague migratoire s'enflerait plus si rien n'était fait.

Le ministre burkinabè de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement climatique, Batio Nestor Bassière a expliqué que de 2002 à 2013, 5,16 millions d'hectares de terres soit 19% du territoire national ont été dégradées au Burkina Faso.

Des équipements médicaux chinois d'une valeur de 100.000 dollars ont été donnés vendredi à l'hôpital Nyangabgwe de Francistown, une ville située à 430km au nord-est de Gaborone, la capitale du Botswana.

Du matériel orthopédique utilisé pour les victimes de fractures a ainsi été remis par le Dr Huang Yixiong de l'Equipe médicale chinoise

No14 et Lin Zhixiong, PDG de la société Double Commerce Medical Technology basée à Xiamen (sud-est).

"L'activité de bienfaisance de ces deux ressortissants chinois est la démonstration éclatante de la solide amitié entre la Chine et le Botswana", a salué Wang Bangfu, conseiller politique à l'ambassade de Chine au Botswana, lors de la cérémo-

nie de remise des équipements. "Ce qui rend ce don unique est qu'il est le fait de citoyens privés et non de gouvernements ou d'institutions", a-t-il ajouté.

John Botsang, secrétaire permanent adjoint au ministère botswanais de la Santé, a rappelé à cette occasion que la coopération entre les deux pays remontait à plus de 30 ans.

"Au fur et à mesure de

## EGYPTE

## Les riches se barricadent, les inégalités s'accroissent

*Iman Khalifa a abandonné son appartement avec vue sur le Nil en plein centre du Caire pour trouver refuge dans l'opulence des résidences fermées de la banlieue, un phénomène qui illustre les inégalités croissantes en Egypte.*



rairs de golf, piscines et salles de sport.

"Vous payez plus pour l'entretien, mais ils vous fournissent une meilleure sécurité", poursuit Mme Khalifa.

### MINORITÉ

Elle fait toutefois partie d'une minorité de privilégiés, dans un pays où le pourcentage d'Egyptiens vivant sous le seuil de pauvreté est passé de 16,7% en 2000 à 27,8% des 90 millions d'habitants en 2015, selon des statistiques officielles. Et à l'ouest du Caire, dans la banlieue du 6-October, Mohamed et plusieurs ouvriers journaliers attendent en bordure de route de trouver un petit boulot qui leur apportera leur salaire de la journée. Tous vivent dans le même appartement et dorment à même le sol. "On mange des fèves matin, midi et soir", ironise Mohamed, originaire de la province de Souhag, dans le sud. Installé au Caire depuis deux

ans, le jeune homme de 18 ans a dû abandonner l'école pour travailler. A travers un projet évaluant la répartition des revenus en Egypte sur la base des prix de l'immobilier, un économiste de la Banque mondiale, Roy van der Weide, a constaté que les inégalités étaient "bien plus élevées que ce que peuvent suggérer les estimations des sondages conventionnels". Pour relancer une économie à la traîne depuis la révolte de 2011 qui a chassé Hosni Mubarak du pouvoir, l'Egypte a obtenu un prêt de 12 milliards de dollars du Fonds monétaire international (FMI) en contrepartie de réformes économiques drastiques. Les autorités ont ainsi libéré le taux de change de la livre égyptienne, faisant chuter de moitié sa valeur face au dollar, taillé dans les subventions publiques allouées au carburant et adopté une taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Des mesures qui ont entraîné une forte hausse de l'inflation.

### RISQUE DE GROGNE SOCIALE

Pour éviter la grogne sociale, le gouvernement a annoncé un programme d'aides de 2,5 milliards de dollars, prévoyant des exemptions fiscales et une hausse des salaires des fonctionnaires et des allocations chômage. Le gouvernement a également maintenu les subventions allouées aux denrées alimentaires, qui permettent aux plus démunis d'obtenir certains biens de première nécessité, comme le pain, l'huile ou le riz, à bas prix.

"Ces mesures ne sont que des analgésiques", estime toutefois Heba el-Laithy, professeur de statistiques à l'université du Caire. "Les gens réduisent leur consommation de nourriture et déscolarisent leurs enfants pour les faire travailler", déplore-t-elle, estimant que la pauvreté touche actuellement 35% de la population. Selon elle, le gouvernement pourrait fournir de meilleurs services d'éducation et de santé en les finançant grâce à un système d'imposition progressif, qui taxerait plus sévèrement les plus aisés. Mais les autorités rechignent à adopter une telle réforme, estime Salma Hussein, chercheuse sur l'inégalité au sein de l'Initiative égyptienne pour les droits personnels (EIPR), une ONG locale. "Il y a une sorte de collusion. Les classes aisées disent au gouvernement: laissez-nous faire des profits sans des impôts élevés. Nous ne réclamons pas de démocratie et construisons nos propres communautés", explique Mme Hussein. Pour M. van der Weide, combler les inégalités est un défi difficile à surmonter "si l'élite vit coupée du reste de la société".

## UNION AFRICAINE

## L'UA promet de stabiliser la Somalie malgré la hausse des attaques des Shebabs

La Mission de l'Union Africaine en Somalie (AMISOM) a déclaré qu'elle allait aider à stabiliser et à renforcer la sécurité en Somalie malgré la hausse des attentats terroristes lancés par les militants shebabs. Le représentant spécial du président de la Commission de l'UA (SRCC) pour la Somalie, Francisco Madeira, a salué les forces de sécurité nationales somaliennes pour

la réponse rapide apportée à l'attaque terroriste contre un hôtel et un restaurant de Mogadiscio mercredi. "L'acte de bravoure dont ont fait preuve les forces de sécurité doit être salué et est la preuve que les réformes entreprises par le gouvernement dans le cadre du nouvel Accord national sur l'architecture sécuritaire prennent forme et commencent à donner des résultats positifs", a

déclaré M. Madeira dans un communiqué.

L'attaque contre le restaurant Pizza House et l'hôtel Posh a fait au moins 18 morts et 19 blessés. Les militants shebabs ont revendiqué l'attaque: un kamikaze conduisant un véhicule piégé a visé les clients d'un restaurant et de l'hôtel adjacent.

Les six militants, qui ont pris le contrôle du restaurant, dont un kamikaze, ont été tués par les forces de sécurité somaliennes.

M. Madeira a déclaré que l'attaque contre des civils mercredi soir était une tentative désespérée des terroristes d'attirer l'attention publique, après avoir subi de lourdes pertes au cours des opérations récentes menées par les forces somaliennes du gouvernement.

Le représentant de l'UA a indiqué que l'opération de sécurité est en cours, qui s'inscrit dans le cadre de la campagne de stabilisation de Mogadiscio, et les autres opérations qui visent les camps des Shebabs ont beaucoup affaibli les militants.

"L'AMISOM salue les forces du gouvernement pour leur courage et promet de continuer à les soutenir pour assurer la pacification totale de la Somalie", a expliqué M. Madeira.

"L'unité et la résilience des Somaliens vaincront ceux qui tentent de propager la terreur en méprisant le caractère sacré de la vie humaine", a ajouté M. Madeira.

## BOTSWANA

## Don chinois d'équipements médicaux à un hôpital botswanais

Des équipements médicaux chinois d'une valeur de 100.000 dollars ont été donnés vendredi à l'hôpital Nyangabgwe de Francistown, une ville située à 430km au nord-est de Gaborone, la capitale du Botswana.

Du matériel orthopédique utilisé pour les victimes de fractures a ainsi été remis par le Dr Huang Yixiong de l'Equipe médicale chinoise

No14 et Lin Zhixiong, PDG de la société Double Commerce Medical Technology basée à Xiamen (sud-est).

"L'activité de bienfaisance de ces deux ressortissants chinois est la démonstration éclatante de la solide amitié entre la Chine et le Botswana", a salué Wang Bangfu, conseiller politique à l'ambassade de Chine au Botswana, lors de la cérémo-

nie de remise des équipements. "Ce qui rend ce don unique est qu'il est le fait de citoyens privés et non de gouvernements ou d'institutions", a-t-il ajouté.

John Botsang, secrétaire permanent adjoint au ministère botswanais de la Santé, a rappelé à cette occasion que la coopération entre les deux pays remontait à plus de 30 ans.

"Au fur et à mesure de

cette relation, (les experts chinois) ont non seulement fourni des services spécialisés, mais aussi apporté d'énormes contributions par des dons aussi variés que des équipements médicaux, des livres de médecine ou encore des télévisions", s'est-il félicité. Depuis plus de trois décennies, la Chine envoie des spécialistes au Botswana effectuer des missions de deux ans.

LA PLUS GROSSE OPÉRATION JAMAIS EFFECTUÉE

# Amazon achète la chaîne "bio" Whole Foods

**Amazon.com a annoncé vendredi le rachat de la chaîne de magasins d'alimentation "bio" Whole Foods Market pour 13,7 milliards de dollars (12,3 milliards d'euros) en numéraire, passif inclus.**



C'est la plus grosse opération jamais effectuée par le géant de la distribution par internet et son offensive la plus puissante dans la distribution physique. Amazon n'était pas allé au-delà du milliard de dollars jusqu'à présent. Le prix de 42 dollars par action représente une prime de 27% sur le cours de clôture de Whole Foods Market de jeudi.

L'enseigne Whole Foods, qui subissait depuis un moment les pressions du fonds spécula-

tif Jana Partners, pourrait tirer un avantage concurrentiel non négligeable de cette transaction, en raison de la capacité d'Amazon d'acheter et de vendre à des coûts réduits. Le distributeur en ligne, de son côté, comptera dans son escarcelle 456 supermarchés en Amérique du Nord et il sera ainsi en mesure de concurrencer directement des enseignes américaines telles que Kroger, le leader américain des supermarchés, et Albertsons. "Je pense que cela enlève toute

pression sur Whole Foods et lui donne l'occasion de se redresser et bien sûr d'endiguer le flot des critiques de tous ces investisseurs activistes", commente Neil Saunders (GlobalData Retail). "Nous pensons que cette transaction accélérera encore plus la consolidation du segment des supermarchés", observe de son côté Mickey Chandra (Moody's Investors Service). Hors dette, la transaction est évaluée à 13,39 milliards de dollars, sur la base de 318,9 millions d'actions diluées en

circulation au 9 avril. Whole Foods Market continuera d'exploiter des magasins sous sa marque, tandis que John Mackey en restera le directeur général et que le siège social demeurera à Austin, au Texas. Amazon et Whole Foods prévoient de finaliser l'opération au second semestre 2017. Le secteur de la distribution a nettement reculé en Bourse à cette information, tant en Europe qu'aux Etats-Unis. L'indice sectoriel américain cédait 1,21%, tandis que son équivalent européen a terminé sur une perte de 1,22%. Au contraire, l'action Amazon gagnait plus de 3%, tandis que Whole Foods flambait de plus de 27%. En comparaison, l'action Kroger décrochait de 11%. Amazon, fondé en 1994 par l'ex-gérant de fonds spéculatif Jeff Bezos, est le premier distributeur diversifié en ligne mondial. Sa capitalisation dépasse les 470 milliards de dollars. Il veut développer son programme AmazonFresh de livraison de produits alimentaires à la clientèle et a lancé le programme pilote AmazonFresh Pickup qui permet de commander de la nourriture en ligne et d'être livré dans sa voiture dans le quart d'heure.

## HENKEL ALGÉRIE

# Battre le record pour le plus grand nombre de personnes lavant la vaisselle

Henkel Algérie, leader des détergents et produits d'entretien, a organisé le 16 juin la 4e édition de son événement de solidarité "Tahla Lemma", au niveau de l'esplanade de Riad El Feth, à Alger. Cette initiative a pris la forme d'un iftar géant pour 1000 personnes, et est portée par la marque de liquide vaisselle "Pril Isis". Dans ce cadre, des orphelinats, maisons pour personnes âgées ainsi que de nombreux étudiants des cités universitaires de l'algérois ont été conviés à ce repas exceptionnel afin de rompre le jeûne dans

une ambiance conviviale, familiale et solidaire afin de faire de cette soirée un moment inoubliable, Henkel Algérie, avec sa marque Pril Isis, a organisé un défi qui consistait à réunir le plus grand nombre de personnes lavant la vaisselle en même temps et dans un même lieu, et ce afin que l'Algérie puisse détenir le record du monde et ainsi prouver que la solidarité, l'entraide et le travail d'équipe sont des valeurs ancrées dans le cœur des Algériens. L'actuel record, détenu par les Philippines, a mobilisé 300 personnes. Pril Isis a convié 410 personnes pour

battre cette performance. Le défi a été relevé, il s'agit du second record Guinness World Records™ battu en Algérie. M. Jean Féminier, Président Directeur Général de Henkel Algérie, a déclaré en marge de cette initiative : "Tahla Lemma" est un événement annuel auquel nous accordons la plus grande importance. C'est avec beaucoup de plaisir que nous nous retrouvons chaque année aux côtés des algériens pour partager un repas pendant le mois sacré de Ramadan. C'est un événement placé sous le signe de l'humanité, de la solidarité, du partage et de la convivialité. Henkel Algérie est une entreprise aux valeurs familiales qui prend très à cœur sa responsabilité sociale. Nous sommes engagés, depuis 2000, auprès de nos consommateurs afin de leur fournir des produits de grande qualité tout en contribuant au quotidien à l'essor économique et social du pays".

## HENKEL ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le développement durable est au cœur des valeurs de Henkel à travers le respect des trois piliers que sont l'économie, la société et l'environnement. A cet effet, Henkel réserve tous les ans un budget destiné au soutien des activités sociales pour les démunis. En termes d'environnement, Henkel Algérie est pionnière au niveau de la gestion intelligente des ressources afin de réduire drastiquement sa consommation en eau et ses émissions de déchets. Enfin, en tant qu'investisseur de référence en Algérie, Henkel travaille depuis des années en partenariat avec l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANEM) afin d'insérer durablement les jeunes dans le monde du travail.

K.L.

## TATI

# Les syndicats s'entendent pour signer le plan social

Les organisations syndicales de Tati ont accepté vendredi de signer le plan social de cinq millions d'euros proposé par leur direction, les repreneurs potentiels et l'actionnaire majoritaire. Selon l'entente, les salariés exclus des offres de reprise de l'enseigne de vêtements pourraient bénéficier d'indemnités supra-légales de 10.000 euros en moyenne, ainsi que d'un budget individuel au titre de la formation de 8.000 euros. Le groupe Eram avait pris la décision le 28 février de vendre sa filiale, Agora Distribution, cédant ainsi les marques Tati, Giga Store et Fabio Lucci. Plusieurs repreneurs ont manifesté leur intérêt dans le dossier, dont le groupe Gifi, une enseigne de vente d'articles pour la maison, et un consortium regroupant les marques Centrakor, Stokomani, Maxi Bazar et Foir'Fouille. Gifi propose de reprendre 1.428 salariés et le consortium 1.298 sur les 1.700 que compte l'enseigne.

Le plan social, amélioré jeudi à hauteur d'un million d'euros par Eram, était conditionné à un accord majoritaire des organisations syndicales. La CFDT, la CFTC et l'Unsa, en faveur de la proposition, ont donc pressé la CGT, réticente, de signer l'entente. "Les négociations ont été difficiles, mais on est content d'avoir eu gain de cause", a dit Khalida El Mir, déléguée CFDT. Du côté de la CGT aussi, on se dit satisfait. "Pour nous, l'objectif, c'était de garantir le maximum d'emplois, et pour les salariés non repris, qu'on les aide à retrouver une activité dans les plus brefs délais", a dit à Reuters Amar Lagna, le secrétaire général de la Fédération CGT du commerce et des services. Le tribunal de commerce de Bobigny (Seine-Saint-Denis) doit statuer lundi sur les offres de reprise.

## NESTLÉ

# Le groupe envisage de céder son activité américaine de confiserie

Nestlé a annoncé jeudi envisager de vendre son activité américaine de confiserie, confirmant ainsi sa nouvelle stratégie qui met l'accent sur la santé et la nutrition pour tenir compte des tendances nouvelles de consommation. L'activité qui réalise un chiffre d'affaires annuel de 900 millions de francs suisses (828 millions d'euros) regroupe essentiellement des marques locales comme Butterfinger, BabyRuth, 100Grand, SkinnyCow et Raisinets mais comprend également la marque internationale Crunch. "Nestlé va explorer des options stratégiques pour son activité américaine de confiserie, y compris une vente potentielle", déclare la multinationale suisse dans un communiqué. Cette annonce ne constitue pas une surprise pour les analystes compte tenu de la nouvelle stratégie de Nestlé, illustrée l'an dernier par la désignation à la tête du groupe d'un vétérinaire de la santé, Mark Schneider. "C'est incompatible avec la stratégie de Nestlé, les marges sont en baisse et sa position concurrentielle est anémique", juge James Edward Jones, analyste chez RBC Capital Markets. La revue stratégique que Nestlé espère conclure avant la fin de l'année est limitée aux Etats-Unis, où le groupe n'est que numéro quatre derrière Mars, Hershey et Mondelez International. En sont exclues les viennoiseries Toll House, que Nestlé veut continuer à développer, et les marques internationales de confiserie, notamment KitKat qui aux Etats-Unis est produite par Hershey.

## ROVIO

# Le concepteur finlandais d'Angry Birds songe à une IPO

Rovio, le concepteur finlandais de jeux vidéo et d'animation surtout connu pour le jeu "Angry Birds", a déclaré vendredi qu'il pourrait s'introduire en Bourse à l'avenir et a refusé de commenter l'affirmation d'un site spécialisé évoquant un intérêt du chinois Tencent Holdings.

Citant des sources anonymes, le site The Information a rapporté que Tencent envisageait de soumettre une offre de 3 milliards de dollars (2,7 milliards d'euros) sur Rovio et que ce dernier réfléchissait par ailleurs à

une IPO. "Nous et nos actionnaires évaluons régulièrement différentes options pour poursuivre le développement de Rovio", écrit le groupe finlandais dans un communiqué transmis par courriel, en réponse à des questions au sujet de l'article de The Information. "Une cotation en Bourse à un moment donné à l'avenir pourrait être possible (...). Cependant, Rovio et ses propriétaires n'ont pris aucune décision concernant une possible IPO", ajoute-t-il.

Il n'a pas été possible de joindre Tencent dans l'im-

mediat. Après des années de recul de son bénéfice, de suppressions de postes et de cessions, Rovio a renoué avec le bénéfice l'an dernier avec la sortie du film basé sur Angry Birds, qui a gonflé les ventes du jeu.

Rovio est détenu à 70% par Kaj Hed, oncle d'un cofondateur de l'entreprise, Niklas Hed.

Tencent a pris l'an dernier une participation majoritaire dans l'autre grand concepteur finlandais de jeux, Supercell, dans le cadre d'une opération valorisant ce dernier 8,6 milliards de dollars.



LIBYE

## L'OIM dénonce les maltraitements des migrants par des passeurs pour obtenir des rançons

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a dénoncé vendredi la diffusion sur Facebook d'une vidéo montrant 260 migrants somaliens et éthiopiens retenus captifs en Libye par des passeurs qui cherchent à obtenir des rançons de leurs familles. La vidéo d'une demi-heure montre des dizaines d'hommes ou d'enfants, amaigris, affaiblis, entassés sur le sol. Ces 260 migrants ou réfugiés somaliens et éthiopiens disent ne pas recevoir de nourriture et être battus, torturés. L'agence onusienne essaie "de savoir où sont ces gens et comment envoyer du secours", a dit le porte-parole de l'OIM, cité par un communiqué de l'ONU.

Les contrebandiers adaptent leurs activités criminelles aux nouvelles technologies, a noté l'OIM. Pour rançonner des familles de migrants qu'ils retiennent en otage dans des lieux secrets en Libye, ces passeurs ont trouvé l'idée de filmer et de faire parvenir ensuite à ces familles les images de ces maltraitements. Des familles à qui on a exigé parfois entre 8.000 et 10.000 dollars afin que leurs proches ne soient pas tués. Face à cette situation, l'OIM a, en partenariat avec l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), rencontré jeudi en Tunisie l'équipe des Nations Unies en Libye avec pour objectif de voir comment mener cette mission de sauvetage avec les autorités de Tripoli afin de libérer ces migrants.

PROCÈS DE GDEIM IZIK

# La justice marocaine instrumentalisée pour régler des comptes politiques

*Les avocates des militants sahraouis, jugés par la Cour d'appel de Rabat, ont dénoncé jeudi à Paris la justice marocaine qui a été instrumentalisée pour régler des comptes politiques, après six mois d'audience marqués par l'absence de preuves.*

La justice est instrumentalisée pour régler des comptes politiques entre Etats et avec le Front Polisario, ont affirmé les deux avocates Ingrid Metton et Olfa Ouled, toutes deux expulsées violemment du Maroc, dans une conférence de presse à l'occasion de la publication d'un rapport d'observations de la défense sur le procès de Gdeim Izik devant la Cour d'appel de Rabat. Le rapport sera envoyé au président français Emmanuel Macron, au ministère des Affaires étrangères, aux ambassades, aux institutions internationales et aux ONG.

En l'absence de preuve pour condamner les militants sahraouis



pour des faits de violence commis sur les agents des forces publiques, entraînant la mort avec intention de la donner, d'association de malfaiteurs dans le but de commettre un crime et de profanation de cadavres, les parties civiles ont demandé à la Cour d'appel de requalifier les faits en atteinte à la sûreté de l'Etat. Les deux avocates ont estimé que la tentative de requalification vise à présenter les accusés comme des terroristes ou des fomenteurs d'un état de guerre par des forces extérieures, soulignant que les réquisitoires du procureur, qui a demandé la même peine pour tous les accusés, montrent une volonté de punition collective des accusés pour leur engagement.

Les deux avocates ont évoqué la présentation de nouveaux éléments de preuve qui ne sont pas

crédibles, citant des autopsies inopérantes qui font état de simples rapports de défunts, impossible de déterminer les causes de la mort et l'absence de toute analyse scientifique des pièces à conviction.

Par les 28 nouveaux témoins convoqués par l'accusation, beaucoup n'ont fait état que de violences généralisées et aucun n'a été en capacité d'identifier les accusés, ont-elles ajouté, relevant que les écoutes téléphoniques présentées dans le dossier par l'accusation n'ont aucun lien avec les faits, de même pour le montage à charge d'un film, déjà présenté au tribunal militaire, ne permet d'identifier ni l'un des accusés ni les victimes.

Durant le procès, les accusés ont été interrogés sur des procès-verbaux qu'ils affirment avoir signé sous la torture, mais la

Cour d'appel a refusé de prendre en considération la décision du Comité de l'Onu contre la torture. La décision du Comité de l'Onu contre la torture, rappelle-t-on, a condamné le Maroc pour de multiples violations de la Convention contre la torture : torture pendant l'arrestation, l'interrogatoire et la détention du militant sahraoui Naâma Asfari, absence d'enquête sur les allégations de torture répétées, violation de l'obligation de garantir le droit de porter plainte à travers des repréailles contre la victime et l'un de ses avocats, violation de l'obligation d'indemnisation et réparation, prise en compte d'aveux signés sous la torture et mauvais traitements en détention. En dépit de cela, la Cour d'appel a refusé de faire droit aux multiples demandes de la défense d'exclure ces procès-verbaux de la procédure, ont-elles déploré, faisant observer que les expertises médicales présentées par la cour sur la torture des accusés sont tronquées. Quatre experts internationaux mandatés pour réaliser des contre-expertises attestent que les expertises marocaines ne sont pas crédibles et, au contraire, que les allégations des accusés le sont, ont-elles indiqué, rappelant par ailleurs que les avocats de la défense ont été sans cesse interrompus, voire insultés. Elles ont exprimé, après six mois d'audience, leur crainte de voir la Cour d'appel de Rabat prononcer de lourdes peines pour des faits toujours indéterminés.

MAROC

## Nouvelles arrestations à al-Hoceïma, inquiétude des proches des détenus

Au moins deux nouvelles personnes ont été arrêtées vendredi à Al-Hoceïma, épicentre de la contestation qui secoue depuis sept mois le nord du Maroc, ont rapporté des médias.

Trois personnes ont été arrêtées au cours de la journée, dont celle du directeur du site d'information RifPress, Mohammed Al Hilali, a rapporté l'agence AFP. Une source au sein de l'exécutif local, citée par la même agence, a confirmé deux arrestations. Plus d'une centaine de personnes ont été interpellées depuis fin mai à Al-Hoceïma, dans une vague d'arrestations visant le noyau dur d'un mouvement de contestation populaire réclamant depuis des mois le développement du Rif. Ces principaux meneurs du "hirak" (la mouance, nom donné au mouvement local), dont son leader Nasser Zefzafi, ont été emprisonnés à Casablanca et sont accusés notamment "d'atteinte à la sécurité intérieure".

Cinq d'entre eux, parmi lesquels Zefzafi et Nabil Ahamjik, protestent contre leurs conditions de détention et ont menacé d'entamer une grève de la faim de trois jours, on indiqué vendredi leurs avocats. "Nourriture de mauvaise qualité, isolement, durée des visites limitée à 10 minutes... Les droits fondamentaux des prisonniers ne sont pas respectés", a accusé Me Rachid Benali, coordinateur du Comité de défense des détenus d'Al-Hoceïma. "Ils

sont en cellule d'isolement, ce qui s'apparente à une mesure punitive alors même qu'ils n'ont pas été jugés", a dénoncé Abdessadek El Bouchtaoui, un autre avocat des détenus.

Le militant Rabii Elablak est lui déjà en grève de la faim depuis dix jours, et "son état de santé s'est beaucoup détérioré", a affirmé Me Benali. Un proche de l'un de ces détenus, cité par la même agence, a dénoncé des "conditions de détention déplorables". "Il porte les mêmes vêtements depuis son arrestation (...), il a beaucoup maigri", a accusé ce proche, affirmant que les gardiens de la prison interdisent aux détenus de parler rifain (dialecte local) avec leurs visiteurs.

Les premières audiences débiteront lundi à Casablanca et s'étaleront sur près d'un mois, avec une comparution de Zefzafi le 10 juillet. La défense demandera la remise en liberté provisoire des militants, selon Me Benali. Vendredi, deux personnes ont été remises en liberté après leur audition à Casablanca, toujours selon les avocats.

### ON DEMANDE AU ROI DE PRENDRE EN COMPTE LES ATTENTES DE SON PEUPLE

Les eurodéputés français d'Europe écologie les verts (EELV) affiliés au groupe Verts/ALE au Parlement européen ont exhorté vendredi le roi du Maroc,

Mohamed VI à "prendre en compte" les aspirations de son peuple et à "ne pas réprimer" les manifestations populaires exprimant un "profond malaise social". "Face aux risques que font peser de telles tensions, les eurodéputés écologistes demandent au Roi Mohammed VI de prendre en compte les attentes de son peuple, et de ne pas réprimer les tentatives d'expression politique d'un profond malaise social", ont-ils déclaré, regrettant que des promesses que fait le pouvoir marocain, "seule la répression est devenue réalité". Ils en veulent pour preuve, l'arrestation le 29 mai dernier du leader de la contestation, Nasser Zefzafi pour des motifs "fallacieux". "Jugé pour atteinte à la sûreté de l'Etat, il risque la peine de mort", ont-ils déploré, soulignant que, depuis, des dizaines d'activistes ont été arrêtés et "soumis à des brutalités policières". Ils ont appelé, à ce titre, les autorités marocaines à abandonner les charges contre le leader de la contestation populaire qui secoue, depuis sept mois, Al-Hoceïma, ville de la région du Rif dans le nord du Maroc. Les eurodéputés français ont réclamé, en outre, la libération des prisonniers politiques, la mise en oeuvre d'un véritable dialogue avec les mouvements sociaux et le respect des libertés de la presse et de rassemblement.

"Le Royaume du Maroc doit prendre en compte les aspirations de son peuple et nous soutiendrons toute initiative visant à

l'apaisement", ont-ils affirmé dans leur déclaration, exhortant le président français, Emmanuel Macron et les autorités européennes à "transmettre le même message à leurs interlocuteurs marocains". Le Groupe des Verts/ALE au Parlement européen a, d'ailleurs, demandé à ce que la situation dans le Rif soit l'objet d'une résolution d'"urgence" du Parlement en ce mois de Juin, afin de "mettre la lumière sur les développements que les principaux groupes politiques feignent d'ignorer" et "faire pression pour une résolution pacifique des tensions". Les eurodéputés français ont dénoncé, par ailleurs, l'interdiction par les autorités marocaines du tournage à Rabat d'une émission de la chaîne française France 24, accusée par le ministère marocain de la Communication de traitement médiatique "déséquilibré, non professionnel et manquant de neutralité".

Ils ont dénoncé, en outre, les pressions politiques et économiques exercées sur les médias marocains indépendants pour "les dissuader de traiter de sujets hautement sensibles". "La presse étrangère n'est pas non plus en reste. Arguant de l'absence d'autorisation de tournage, les expulsions manu militari de journalistes n'ont cessé d'augmenter en 2016", ont-ils déploré, soulignant que cette attitude qui témoigne de "la nervosité du régime" a valu au Maroc "la triste 133ème place au classement RSF pour la liberté de la presse".

USA

# La Fed relève les taux et se prépare à réduire son bilan

**La Réserve fédérale américaine a, comme attendu, annoncé mercredi une nouvelle hausse de taux et elle a précisé les modalités techniques de la future réduction progressive de son bilan, qu'elle doit lancer cette année, peut-être dès septembre, affichant ainsi sa confiance dans l'économie américaine.**



La banque centrale a expliqué qu'elle réduirait son bilan en cessant de réinvestir une partie des emprunts du Trésor (Treasury) et des créances mobilières titrisées (MBS) qui arriveront à échéance; ce processus se fera par paliers dont l'ampleur annoncée correspond aux anticipations les plus basses de Wall Street. La Fed n'a pas dit à quelle date elle lancerait la réduction de son bilan. "Nous pourrions mettre cela en oeuvre relativement tôt", s'est contentée de dire la présidente Janet Yellen, lors de la conférence de presse qui a suivi la réunion de deux jours du Comité de politique monétaire (FOMC). Une majorité de SVT interrogés par Reuters voit la Fed annoncer le lancement de la procédure en septembre, une minorité l'attendant pour décembre.

Pour l'instant, la Fed réinvestit l'intégralité des titres qu'elle détient arrivant à échéance, ce qui revient à laisser inchangé son bilan, qui atteint un montant record de 4.500 milliards de dollars (4.000 milliards d'euros). La banque centrale explique que le montant des titres non réinvestis sera dans un premier temps de six milliards de dollars par mois

pour les Treasuries et qu'il augmentera ensuite par paliers de six milliards tous les trois mois pendant 12 mois jusqu'à atteindre 30 milliards de dollars mensuels.

Pour les autres formes de dette publique et pour les MBS, la réduction des réinvestissements sera de quatre milliards de dollars par mois au début, augmentant par paliers trimestriels de quatre milliards pour atteindre 20 milliards de dollars par mois. Des économistes de Wall Street anticipaient une première diminution des réinvestissements de cinq à 15 milliards de dollars par mois pour les Treasuries, et de cinq à 10 milliards pour les MBS, augmentée par paliers de cinq à 15 milliards.

## VERS UN RETRAIT DU QE "SUR LA POINTE DES PIEDS"

"La Fed annonce une mise à jour de ses principes de réinvestissement qui laisse ouverte la possibilité de voir le dégonflement du bilan débuter en septembre", a commenté Gennady Goldberg, responsable de stratégies taux chez TD Securities. La Fed a accumulé un montant sans précédent d'actifs par le biais de trois plans successifs d'assouplissement quantitatif (QE), juste après la crise financière de 2007-2009 et durant la récession qui a suivi. Mercredi, Wall Street a brièvement gagné du terrain

après les annonces de l'institut d'émission avant de repartir à la baisse, tandis que le dollar réduisait ses pertes pour repasser dans le vert. Sur le marché des Treasuries, les rendements ont remonté à la suite des premières déclarations de la présidente Janet Yellen.

"Le plan de réduction du bilan est tellement doux et mécanique qu'il ne devrait pas poser problème au marché des Treasuries à long terme et à celui des MBS", a estimé Brian Jacobsen, responsable de la stratégie de portefeuille de Wells Fargo Funds Management. "Elle (la Fed) a frappé un grand coup avec le QE et maintenant elle se retire sur la pointe des pieds, pratiquement sans se faire remarquer". Janet Yellen a déclaré que les premiers paliers de désinvestis-

sement retenus étaient "relativement bas" afin de prévenir toute hausse brutale des rendements sur les marchés. Ces paliers resteront en place jusqu'à ce que le bilan revienne à un niveau prédéfini et "bien en deçà" des 4 500 milliards, a-t-elle expliqué, ajoutant que la décision définitive découlerait en partie de la réaction des marchés. La Fed se dit en outre prête à interrompre la procédure de normalisation du bilan, voire même à relancer les rachats d'emprunts d'Etat, en cas de "dégradation notable des perspectives économiques".

## LA VOIX DISSONANTE DE KASHKARI

Pour justifier le relèvement d'un quart de point de la fourchette du taux d'intervention (taux des Fed funds), ainsi portée à 1,00%-1,25%, la Fed a évoqué un marché du travail robuste et le caractère sans doute momentané du ralentissement de l'inflation observé récemment. Cette hausse de taux est la deuxième en trois mois et la quatrième depuis le début du cycle de normalisation de la politique monétaire entamé en décembre 2015. Neel Kashkari, le président de l'antenne de Minneapolis de la Fed, est le seul membre du FOMC à avoir voté contre la décision de relever les taux. La banque centrale anticipe encore une hausse des taux cette année, ce qui est conforme à ses prévisions de mars, et elle a confirmé que son objectif de taux "neutre"

sur le long terme, c'est-à-dire qui ne stimule ni ne freine l'économie, restait de 3,0%. La quasi-totalité des SVT interrogés par Reuters voient en outre la banque centrale porter le taux des Fed funds à 1,25%-1,50% d'ici la fin de l'année, plutôt lors de sa réunion de décembre et non plus à celle de septembre. La Fed a également publié ses dernières prévisions économiques trimestrielles: elle table sur une croissance de 2,2% en 2017, soit un peu plus que sa projection de mars, mais elle a revu en baisse sa prévision d'inflation à 1,7%, alors qu'elle anticipait jusqu'à présent 1,9%.

Le tassement de l'inflation au cours des deux derniers mois préoccupe certains responsables de l'institut d'émission qui estiment que le calendrier du resserrement monétaire pourrait en être affecté s'il persistait. Les prix de détail ont accusé une baisse inattendue en mai et l'inflation sous-jacente est restée à peine positive, suivant les données publiées mercredi par le département du Travail. La banque centrale a un objectif d'inflation de 2% et son indicateur privilégié de la hausse des prix est actuellement à 1,5%.

La banque centrale anticipe un taux de chômage de 4,3% cette année et de 4,2% en 2018, ce qui sous-entend qu'elle s'attend à ce que le marché du travail soit encore plus tendu l'an prochain.

Mustapha S.

## ALLEMAGNE

### Recul inattendu du moral des investisseurs en juin

Le moral des investisseurs allemands a accusé en juin un recul inattendu après avoir atteint le mois dernier son meilleur niveau depuis juillet 2015, montre l'enquête mensuelle publiée par l'institut ZEW.

L'indice ZEW a flé-

chi à 18,6 après 20,6 en mai. Les économistes interrogés par Reuters prévoient en moyenne une progression à 21,5.

Le sous-indice des conditions actuelles a toutefois augmenté à 88,0 contre 83,9, dépassant le consensus qui

était à 85,0.

Les anticipations ont légèrement diminué mais sans remettre en cause les perspectives de croissance de la première économie d'Europe, a souligné le ZEW.

"Les perspectives demeurent favorables

pour l'économie allemande. La croissance positive dans la zone euro au premier trimestre 2017 n'y est pas pour rien", a commenté dans un communiqué Achim Wambach, le président de l'institut basé à Mannheim.

K.A.

## FRANCE

### L'emploi salarié en hausse au 1<sup>er</sup> trimestre

L'emploi salarié en France, départements d'Outre-mer inclus, a progressé de 0,4% au premier trimestre 2017, l'économie française se trouvant en situation de créations nettes d'emplois pour le huitième trimestre consécutif, indique l'Insee.

La première estimation livrée à la mi-mai évoquait une hausse de 0,3%, mais l'institut statistique a entre-temps élargi le champ de cette étude à l'ensemble des salariés. L'analyse couvre donc désormais également l'emploi agricole, l'emploi à domicile et la fonction publique et elle intègre les départements d'outre-mer (hors Mayotte), alors qu'elle ne portait que sur la France métropolitaine auparavant.

Si ces chiffres ne sont pas comparables avec ceux de la première estimation du fait de cette évolution, l'Insee précise que "sur le champ le plus proche (industrie, construction et tertiaire marchand), les créations nettes d'emploi du premier tri-

mestre 2017 sont revues à la hausse de +26 300". La hausse de 0,4% de l'emploi salarié sur les trois premiers mois de l'année, qui fait suite à une progression de 0,3% au quatrième trimestre 2016, correspond à la création nette de 89 700 emplois (après 65 700 au trimestre précédent), dont 80.300 dans le privé et 9 500 dans la fonction publique.

#### LA CONSTRUCTION RENOUVE AVEC LES CRÉATIONS D'EMPLOIS

Sur un an, les créations nettes d'emplois s'élevaient à 284 100 à fin mars, soit +1,2%, ce qui représente une augmentation de 255 400 dans le privé et de 28 700 dans la fonction publique.

Pour le seul secteur privé, les créations d'emplois ont évolué au même rythme que pour l'ensemble des salariés, avec une hausse de 0,4% au premier trimestre après une progression de 0,3% au trimestre pré-

cedent. Au premier trimestre, l'emploi dans les services marchands a continué d'afficher une progression soutenue, avec une hausse de 0,6% comme au trimestre précédent, soit 71 600 emplois créés (après 66 900). Ce dynamisme des créations d'emploi dans le tertiaire se manifeste malgré un net ralentissement de l'intérêt en début d'année: le rythme de progression de l'emploi intérimaire est passé de +6,7% fin 2016 à +2,5% début 2017.

La construction, secteur qui n'a pas été créateur net d'emploi depuis l'hiver 2012, est repassée dans le vert avec 9 300 créations nettes d'emploi au premier trimestre (+0,7%). En revanche, l'emploi a continué de reculer dans l'industrie - qui détruit plus d'emplois qu'elle n'en crée depuis début 2001 - avec une baisse de 0,2%, soit 5.200 postes détruits.

Sur un an, le secteur tertiaire marchand affiche une nette croissance, avec 246.700 emplois créés, soit +2,1%, l'emploi intéri-

maire enregistre un bond de 15,6%, soit 93 000 emplois créés. La construction apparaît également en légère hausse (+0,1%) sur un an, avec 1.700 emplois créés tandis que l'industrie a dans le même temps détruit 19 700 emplois (soit 0,6%).

Dans un communiqué distinct, l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos) fait état d'une hausse de la masse salariale du secteur privé de 1,1% au premier trimestre et de 2,9% sur un an.

Elle fait également état d'une progression du salaire moyen par tête de 0,7% sur le trimestre et de 1,5% sur un an. L'Accos - qui ne prend en compte ni l'emploi à domicile ni l'emploi agricole dans son étude - estime la hausse de l'emploi salarié à 0,5% au premier trimestre et à 1,5% sur un an, des chiffres légèrement supérieurs à ceux de l'Insee.

Kamel A.

LES EUROPÉENS AU ROYAUME-UNI

## Une priorité, beaucoup d'inquiétudes

**Mettre fin au principe de libre circulation des personnes pour limiter l'afflux des immigrés européens a été l'un des principaux moteurs de la campagne des pro-Brexit.**

**A**u moment où s'ouvrent lundi les négociations de divorce, quel sort attend désormais les plus de 3,6 millions de citoyens européens résidant au Royaume-Uni? Le gouvernement britannique assure faire de cette question une priorité, tout en mettant dans la balance l'avenir des 1,2 million de Britanniques installés dans les 27 autres pays de l'UE. La Commission européenne aussi en a fait une priorité mais insiste sur la complexité du dossier (sécurité sociale, retraite,...). Les expatriés, eux, suivent les débats avec frustration et inquiétude.

### QUI SONT LES EUROPÉENS AU ROYAUME-UNI ?

Un peu plus de 3,6 millions de citoyens européens vivaient au Royaume-Uni en 2016, dont environ un tiers dans le grand Londres, selon les estimations du Migration Observatory de l'université d'Oxford qui s'appuie sur les derniers chiffres.

Évaluer la population étrangère est un casse-tête puisque l'enregistrement auprès des consulats n'est pas obligatoire. L'Allemagne, la France et l'Espagne estiment ainsi que le nombre de leurs ressortissants présents sur le territoire britannique est d'environ 300.000, soit presque le double des estimations officielles. Avec un million de personnes, la Pologne est de très loin la nation européenne la plus représentée. En 2015, leur nombre a même dépassé pour la première fois celui des personnes nées en Inde résidant au Royaume-Uni. Cet afflux s'explique en partie par le fait que le Royaume-Uni a été l'un des rares États membres à ouvrir tout de suite son marché du travail aux Polonais lors de leur adhésion à l'UE en 2004. La levée des res-



trictions en janvier 2014 envers les Bulgares et les Roumains a produit un appel d'air similaire.

Ces vagues d'immigration successives en provenance des pays de l'Est ont suscité des crispations, apparues au grand jour lors de la campagne pour le Brexit. D'autant que le solde migratoire (différence entre arrivées et départs) a atteint un record historique en novembre 2015, à sept mois du référendum.

### LES RAISONS DE L'IMMIGRATION EUROPÉENNE AU ROYAUME-UNI ?

Toutes les études indiquent que les immigrés européens viennent d'abord au Royaume-Uni pour travailler. Sur les 3,6 millions d'Européens présents au Royaume-Uni, ils étaient 2,2 millions à être employés. En 2015, les nouveaux arrivants, attirés par un marché du travail dynamique et un taux de chômage faible, venaient à 73% pour le travail et à 21% pour les études. Serveurs, banquiers, infirmières: les immigrés européens travaillent dans la hôtellerie et la restauration (24%), la finance (18%) et les services publics comme le système de santé NHS (17%). Ces secteurs sont également les premiers à s'inquiéter. Notamment dans le domaine de la santé. Un rapport parlementaire publié fin avril souligne que plus de 60.000 Européens travaillent dans le NHS en Angleterre. Dans le secteur de l'agriculture, qui emploie de nombreux saisonniers, l'arrêt de la libre circulation suscite également une grande émotion. "C'est simple: sans les immigrés européens, nous ne pouvons pas

fonctionner", souligne Nick Ottewell, producteur de salades dans le Kent. Avant le référendum, pour convaincre les Britanniques de rester dans l'UE et donner des gages aux eurosceptiques, le gouvernement conservateur avait proposé de restreindre l'accès à certaines allocations sociales pour les immigrés européens. Plusieurs études, comme celle du University College London, montrent pourtant qu'ils paient plus en impôts qu'ils ne réclament en allocations. Les partisans du Brexit répondent que cela ne prend pas en compte la pression supplémentaire sur le logement, les écoles et les hôpitaux. Certains accusent également les immigrés européens d'avoir contribué à faire baisser les salaires. Mais selon Jonathan Wadsworth, auteur d'un rapport sur le sujet pour la London School of Economics, "toutes les études montrent que l'immigration n'a aucun impact sur le niveau des salaires ou alors de manière très marginale".

### QUEL AVENIR ?

Londres et les 27 ont annoncé vouloir régler en priorité le sort des expatriés. Mais sans lever les interrogations et parfois les peurs face à un avenir incertain. Faudra-t-il un visa pour circuler? Un permis de travail? Subir la préférence nationale? Gagner un nombre de points ou un salaire plancher pour rester? Plier bagage? Face à ces questions, les demandes pour devenir citoyen britannique ou pour obtenir un permis de résidence permanent ont explosé dès le résultat du référendum connu. Mais souvent

c'est un "enfer bureaucratique" qui attend les candidats, notamment pour demander un permis de résidence, réservé à ceux qui ont séjourné au moins cinq ans au Royaume-Uni. Le gouvernement britannique a récemment allégé les démarches mais elles restent lourdes. Avec les pièces justificatives, "le dossier pèse 10 kilos", explique Nicolas Hatton, un Français installé depuis plus de vingt ans au Royaume-Uni qui a fondé le mouvement "the3million", un groupe de pression pour défendre les droits des immigrés européens. Infirmier espagnol dans le NHS, Joan Pons, est installé depuis 17 ans au Royaume-Uni. Depuis le Brexit, ses trois enfants, nés au Royaume-Uni, "ont peur qu'on parte en vacances en Espagne et qu'on ne revienne jamais", soupire-t-il. Les "Brexiters" assurent que ces craintes sont infondées: ceux qui sont déjà là pourront rester. Mais quid des nouveaux venus? Quelle sera la date butoir? Comment s'organisera leur vie professionnelle et familiale? Pour les travailleurs dans la restauration, le gouvernement britannique réfléchit à des permis de travail spécifiques baptisés "barista visa". Limités dans le temps (deux ans), ils ne donneraient pas accès aux allocations sociales mais permettraient aux jeunes Européens de continuer à venir travailler dans les chaînes britanniques. Des schémas identiques s'appliqueraient au travail saisonnier. Nico, un Roumain de 25 ans qui plante des salades dans le Kent, n'est pas inquiet. "Je sais qu'on a besoin de nous ici", dit-il. Mais d'autres ont préféré quitter le pays et les hôpitaux britanniques peinent déjà à recruter. Selon les chiffres du Conseil des infirmiers et des sages-femmes britanniques (NMC) publiés fin janvier, le nombre d'infirmières et infirmiers européens postulant au système de santé public NHS a chuté de 90% depuis le référendum. Or le NHS, "avec 24.000 postes d'infirmiers vacants, a impérativement besoin des infirmiers européens", s'émeut Janet Davies, directrice du Royal College of Nursing, le syndicat des infirmiers britanniques.

Ikram A.

## INCENDIE DE LA TOUR GRENFELL Elizabeth II appelle à l'unité

**E**lizabeth II a appelé samedi à l'unité après l'incendie de la tour Grenfell qui a fait au moins 30 morts, en pleine polémique sur la réaction de la Première ministre Theresa May, accusée de n'avoir pas pris la mesure du drame.

"Cette journée est traditionnellement un jour de fête", déclare le souverain dans un message au ton inhabituel alors qu'ont lieu les célébrations pour son 91e anniversaire.

"Mais cette année, il est difficile de ne pas ressentir la très sombre humeur nationale", ajoute-t-elle en invitant les Britanniques à puiser dans leurs ressources, dans leur histoire, pour répondre à la "succession de terribles tragédies: des derniers mois: trois attentats sanglants et l'incendie de la tour Grenfell à Londres.

"Quand il est mis à l'épreuve, le Royaume-Uni se montre déterminé face à l'adversité", écrit la très populaire souveraine, qui a observé samedi matin une minute de silence en hommage aux victimes.

"Unis dans notre peine, nous le sommes également, sans peur ni préférence, dans le soutien que nous apportons à tous ceux qui reconstruisent leurs vies".

La reine s'était rendue vendredi au chevet des victimes de l'incendie, qui a ravagé dans la nuit de mardi à mercredi un immeuble de logements sociaux de l'ouest de la capitale britannique.

L'image d'Elizabeth II discutant avec gravité avec des membres de la communauté locale offre un contraste saisissant avec la réaction de Theresa May qui, après s'être rendue sur place jeudi sans rencontrer la population, y est retournée le lendemain sous les huées.

"L'histoire de deux leaders", constatait samedi le Daily Mirror en publiant en une les deux photos, tandis que le Times soulignait que la Première ministre avait dû s'entourer d'une forte protection policière lors de son déplacement.

La Première ministre britannique Theresa May avait reçu samedi après-midi à Downing Street des victimes de l'incendie de la tour Grenfell à Londres, a annoncé un porte-parole de l'exécutif, en pleine polémique sur sa réaction après le drame.

Mme May "rencontrera un groupe de résidents, de victimes, de volontaires et de responsables de la communauté locale", a précisé le porte-parole.

N.Z.

## CRISE DANS LE GOLFE

### Le chef de la diplomatie turque en Arabie

**L**e ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu s'est entretenu vendredi en Arabie saoudite avec le roi Salmane, afin de poursuivre les efforts pour tenter de résoudre la crise diplomatique qui agite le Golfe. "Cette rencontre a été positive", ont déclaré des sources diplomatiques. Ryad, les Emirats arabes unis, l'Égypte et d'autres pays arabes ont rompu le 5 juin leurs relations diplomatiques et économiques avec le Qatar, accusant Doha de "soutenir des organisations extrémistes" qui "cherchent à déstabiliser la région". L'émirat a fermement rejeté ces accusations. M. Cavusoglu, qui avait rencontré jeudi son homologue koweïtien à Koweït, a rejoint vendredi la ville sainte de La Mecque afin de s'entretenir avec le roi Salmane. Ce dernier s'y trouve à l'occasion

des derniers jours du ramadan.

Le chef de la diplomatie turque s'est aussi rendu à Doha mercredi où il a appelé au dialogue après avoir rencontré l'émir du Qatar et le ministre des Affaires étrangères.

"Bien que l'Arabie saoudite soit partie prenante de cette crise, nous pensons que le roi Salmane fait partie de sa résolution", avait-il déclaré à Koweït. Le Koweït, qui n'a pas coupé les liens avec le Qatar, tente d'assurer une médiation dans la crise. L'émir du Qatar cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani s'est également entretenu par téléphone avec le président turc Recep Tayyip Erdogan et le chef de l'Etat français Emmanuel Macron pour échanger sur "les derniers développements dans la région du Golfe", selon des médias qataris. Les trois dirigeants ont de nouveau appelé à "faire

baisser d'urgence la tension dans la région", selon des sources de la présidence turque. "Ils ont souligné que la tension actuelle devait être résolue non pas par des sanctions mais par le dialogue et la négociation, et que des efforts devaient être faits dans cette direction", selon ces sources.

La crise dans le Golfe a placé la Turquie dans une position délicate car Ankara considère le Qatar comme son principal allié dans le Golfe mais souhaite également maintenir ses liens avec l'Arabie Saoudite. Dans le même temps, la Turquie entend conserver des relations durables avec l'Iran, grand rival de Ryad. Le président turc a qualifié mardi d'"inhumaines" et de "contraires à l'islam" les sanctions imposées à Doha par ses voisins du Golfe.

Nawel Z.

LIGUE 1 MOBILIS

## 4 matchs de suspension pour Malik Asselah

**Le gardien de but de la JS Kabylie, Malik Asselah, a écopé d'une suspension de quatre matchs pour "comportement anti sportif envers officiels" du match CR Belouizdad-JS Kabylie (1-1), mercredi passé en clôture du championnat de Ligue 1 Mobilis, indique vendredi la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site web.**

Asselah, qui devra également s'acquitter d'une amende de 50.000 DA, manquera ainsi les quatre premiers matchs de la saison prochaine. Par ailleurs, le milieu de terrain du NA Hussein Dey, Karim Ghazi, a été suspendu un match pour "contestation de décision", lors de la rencontre de son équipe sur le terrain du MO Béjaia (1-1). Trois clubs ont été mis à l'amende (30.000 DA) à l'issue de cette 30e et dernière journée du championnat, à savoir l'USM Bel Abbès, le MC Alger, et l'USM El Harrach pour "utilisation de fumigènes".

### L'USM ALGER MEILLEURE ÉQUIPE DANS LES DERBIES ALGÉROIS

Les clubs algérois, au nombre de cinq lors de l'exercice footballistique 2016-2017, tablent souvent sur les matchs derbies dans l'optique de s'offrir le titre ou prendre une place honorable au classement, des rendez-vous que l'USM Alger, qui vient de perdre sa couronne au profit de l'ES Sétif, n'a pas saisi convenablement même si elle a collecté le plus d'unités dans ces rencontres. En effet, l'USMA vient en tête du classement des clubs algérois avec 12 points suivie du MC Alger et du



CR Belouizdad, auteur de 11 points chacun, puis l'USM El Harrach (9 pts) et enfin le NA Hussein-Dey (7 pts). Ces matchs derbies, qualifiés par les observateurs d'une "arme à double tranchant", ont profité cette saison à l'ESS qui a terminé le championnat, clôturé mercredi soir, aux commandes avec 7 points d'écart sur les deux clubs algérois le MCA et l'USMA, les deux co-dauphins, mais avec l'avantage du goal-average pour les Mouloudéens. "Nous n'avons pas bien négocié des matchs derbies, sinon on aurait pu aspirer garder notre trophée de champion, contrairement à ce qui avait été le cas lors de l'exercice passé", regrette l'entraîneur adjoint des ūsmistes, Mohamed Hamdoud. En fait, les Rouge et Noir de la capitale n'ont pu décrocher que la moitié des points mis en jeu dans ces derbies. Le MCA n'était pas mieux nanti, alors que cette formation était pourtant bien partie pour s'adjuger le titre de champion après avoir remporté le symbolique trophée de champion d'hiver. Les Mouloudéens n'ont d'ailleurs remporté qu'un seul derby au cours de la phase retour, soit face au CRB, contre une défaite devant l'USMH et deux nuls face au NAHD et USMA. Avec 11 points au compteur dans ce classement, le Doyen n'a donc même pas atteint la moitié des unités

prises en jeu, ce qui lui a valu d'accuser le coup dans la course au titre. En revanche, le CRB aura profité de ses 11 points dans ses matchs face aux voisins algérois pour s'extirper de la zone de relégables, alors qu'il était sérieusement menacé de relégation à l'issue de la phase aller. Pour sa part, l'USMH avec ses 9 points, a attendu jusqu'à la dernière journée du championnat pour assurer son maintien parmi l'élite, tandis que le NAHD, dernier au classement des derbies, aurait pu postuler à une place au podium s'il avait fait mieux que ses 7 points récoltés de ses matchs "algérois". Pour la saison prochaine, il y aura un nouvel invité des derbies, à savoir le Paradou AC, qui a dominé copieusement la Ligue deux Mobilis. Le président de la LFP, Mahfoud Kerbadj, a affirmé vendredi que le stade du 5-juillet sera de nouveau le théâtre des rencontres des voisins algérois, même si ces rendez-vous ont été un véritable échec en terme d'affluence au cours du défunt exercice.

### LA LFP PRENDRA LES DÉCISIONS QUI S'IMPOSENT SI LE RECOURS DU RC RELIZANE ABOUTIT

La Ligue de football professionnel (LFP) prendra les "décisions qui s'imposent" si le

recours du RC Relizane, relégué en Ligue 2 Mobilis, venait d'aboutir, a assuré vendredi le président de l'instance footballistique nationale, Mahfoud Kerbadj.

Le RCR, qui a terminé 14e le championnat clôturé mercredi soir, synonyme de premier relégué en deuxième palier, espère récupérer trois points que lui avait ponctués la LFP en début de saison pour non paiement de ses anciens joueurs. Mais la direction relizanaise est parvenue par la suite à s'acquitter de toutes ces dettes dans ce registre, mais sans que cela ne lui permette de récupérer les points retirés.

"Le président du RCR devait introduire un recours auprès de la commission concernée de la Fédération algérienne de football après avoir régularisé ses anciens joueurs. Mais, il a attendu la fin de saison pour le faire. Si la FAF ou le Tribunal arbitral sportif, qu'il soit national ou international, décident de rétablir le RCR dans ses droits, on prendra les décisions qui s'imposent", a précisé Kerbadj à la Radio nationale. Le RCR a terminé ex-équo avec l'USM El Harrach, qui doit son salut au meilleur goal-average particulier. Le MO Béjaia et le CA Batna sont les deux autres formations reléguées en Ligue deux Mobilis.

BOXE

## La Fédération internationale suspend le sélectionneur national Brahim Bedjaoui

La Fédération internationale de boxe amateur (AIBA) a suspendu l'entraîneur de la sélection algérienne, Brahim Bedjaoui, à titre "provisoire" lui reprochant son "comportement" lors des Jeux de la Solidarité islamique (JSI-2017) qui se sont déroulés à Bakou en Azerbaïdjan du 12 au 22 mai. "M. Bedjaoui, nous vous informons que le bureau exécutif de l'AIBA a décidé de vous suspendre provisoirement selon les dispositions de l'article 13.3.3 du code disciplinaire et déposé une plainte contre vous devant la commission de discipline", a indiqué l'AIBA dans une lettre envoyée jeudi au coach national. "Cette décision a été prise à la suite de certaines de vos déclarations aux médias lors des Jeux de la Solidarité islamique Bakou-2017 que l'AIBA considère en violation de son code disciplinaire et décide donc d'ouvrir une procédure disciplinaire", a encore précisé l'AIBA dans sa correspondance dont une copie a été adressée au président de la Fédération algérienne de boxe (FAB), Mohamed Madjid Nahassia. Nahassia avait fait l'objet d'un retrait de confiance de la part de son bureau exécutif en mai dernier et été suspendu par le ministère de la Jeunesse et des Sports. La fédération algérienne de boxe est gérée actuellement par le premier vice-président Abdesslam Draa. "Considéré provisoirement suspendu, vous n'êtes pas autorisé à coacher lors de toutes les compétitions et activités organisées sous l'égide de l'AIBA en attendant l'annonce d'une décision finale", a ajouté l'instance mondiale. Bedjaoui avait dans des déclarations à la presse en marge des combats de Boxe des JSI-2017 disputés au Cristal Hall de Bakou, dénoncé les décisions des juges et à leur tête l'Algérien Abdellah Bessalem, superviseur général de l'AIBA. Bedjaoui est actuellement à Brazzaville (Congo) avec la sélection nationale qui prendra part au championnat d'Afrique de boxe du 17 au 25 juin.

TENNIS

## Défaite de l'Algérie (3-0) devant la Moldavie

L'équipe nationale féminine de tennis a perdu sa deuxième rencontre (3-0) face au pays hôte, la Moldavie, lors de la 2e journée du premier tour (poule D) de la Fed Cup 2017 (Groupe 3 / Zone Europe-Afrique), organisée du 12 au 17 juin.

La jeune Lynda Benkaddour a perdu difficilement le premier match face à Gabriela Porubin (7-6 6-7 6-3). Sa compatriote Amira Benaïssa a connu le même sort face à Alexandra Perper (6-3 6-4). En double, Benaïssa associée à Fatima Zohra Boukezzi se sont inclinées face à la paire moldave composée de Alexandra Perper et Vitalia Stamat (6-0 6-3). Après à cette défaite, la seconde après celle essuyée contre le Maroc (3-0 lors de la première journée, les Algériennes sont troisièmes de leur

poule. Lors de la troisième et dernière journée de phase de poules, prévue vendredi, l'Algérie sera opposée au Mozambique qui a concédé aussi deux défaites. La Fédération algérienne (FAT) a engagé quatre joueuses dans cette compétition, Amira Benaïssa, Lynda Benkaddour, Fatima Zohra Boukezzi et Houria Boukholda. La sélection algérienne, conduite par l'entraîneur national Mouloud Abdelkader Bessaad, s'était rendue lundi en Moldavie, juste à temps pour le tirage au sort, l'ayant finalement versée dans la Poule "D", avec le Maroc, le Mozambique et le pays organisateur, la Moldavie. Au total, dix-sept pays sont engagés dans le Groupe 3 de cette Fed Cup 2017, à savoir : Algérie, Arménie, Cameroun, Chypre, Finlande, Macédoine, Grèce, Islande, Irlande,

Kenya, Kosovo, Madagascar, Malte, Moldavie, Maroc, Mozambique et Tunisie. Ces 17 pays ont été répartis en quatre groupes (A, B, C et D). Les vainqueurs de chaque groupe joueront directement le play-off pour déterminer les deux nations qui accéderont au Groupe 2 de la Zone Europe - Afrique, en 2018. La Fed Cup est considérée comme l'équivalent féminin de la Coupe Davis chez les messieurs.

### L'ALGÉRIE AVEC HUIT ATHLÈTES

Huit athlètes représenteront l'Algérie lors de la 2e étape du circuit ITF/CAT des 14 ans et moins, programmée du 20 au 25 juin 2017, à Hammamet (Tunisie), a indiqué vendredi, la Fédération algérienne de tennis (FAT) sur sa page facebook. Chez

les garçons, quatre joueurs défendront l'emblème national, il s'agit de Ali Mousa Aymen, Lebdi Mohamed Fourkane, Benmsane Abdelkrim et Brahimi Ramzi. Quant à la gent féminine, elle sera représentée par Zitouni Ferial, Tanech Oumaima, Cherif Ines et Mebarki Bouchra. "L'intérêt de jouer cette étape est de gagner le maximum de point et valider la participation de l'Algérie aux championnats d'Afrique par équipes, programmés à partir du 27 juin", a précisé la FAT. "La tâche de nos joueurs sera difficile cette fois, car on n'a pas pris part à la première étape qui s'est tenue, en Egypte au mois de janvier 2017", a ajouté la même source. Les "Verts" qui se rendront le 19 juin à Hammamet, seront encadrés par deux entraîneurs nationaux, Ramdani Zinedine et Ouahab Mohamed Reda.



## Soupe de potiron

### Ingrédients :

- " 2 c à soupe d'huile
- " 1 oignon coupé en morceau
- " 1 cm de gingembre frais
- " 1 tête d'ail émincée
- " 500 gr de potiron nettoyé et coupé en dés
- " 1 pomme de terre
- " 1 c à café de cumin
- " 1 c à café de paprika
- " bouillon de légume
- " 100 ml de crème fraîche épaisse
- " des grains de potiron.

### Étapes de réalisation

1. dans une marmite, faites chauffer l'huile, et faire rissoler l'oignon, ajoutez l'ail écrasé et le gingembre couper en petit morceau, laissez mijoter pour 2 min, ajoutez le potiron et la pomme de terre, puis les épices et le cube de Knorr.
2. faire couvrir le tout avec de l'eau, et laissez cuire pendant 20 min.
3. laissez refroidir après la cuisson 20 min, et passez-la au mixer, ajoutez la crème fraîche mixer encore un peu.
4. et assaisonnez, si vous trouvez que ça manque.
5. garnir de grains de potiron avant de servir

ler l'oignon, ajoutez l'ail écrasé et le gingembre couper en petit morceau, laissez mijoter pour 2 min, ajoutez le potiron et la pomme de terre, puis les épices et le cube de Knorr.

2. faire couvrir le tout avec de l'eau, et laissez cuire pendant 20 min.

3. laissez refroidir après la cuisson 20 min, et passez-la au mixer, ajoutez la crème fraîche mixer encore un peu.

4. et assaisonnez, si vous trouvez que ça manque.

5. garnir de grains de potiron avant de servir



## Quesadillas au poulet



### Ingrédients

- " 6 tortillas à la farine
- " 2 blancs de poulet
- " 1 poivron rouge
- " 1 poivron vert
- " 1 poivron jaune
- " 1 oignon
- " 1 gousse d'ail
- " 2 c à soupe de beurre
- " 2 c à soupe d'huile d'olive extra vierge
- " sel et poivre noir,
- " curcuma, curry
- " fromage râpé (cheddar)

### Étapes de réalisation

1. Nettoyez et coupez l'oignon en lanières.
2. Coupez les poivrons en lanières aussi.
3. Nettoyez et coupez les poitrines de poulet en cubes et les placez dans un bol.
4. assaisonnez avec du sel et du poivre noir, du curcuma et du curry
5. Dans une grande poêle, faire chauffer 1 cuillère à soupe d'huile d'olive et ajouter les cubes poulet.
6. Faire cuire le poulet pendant 5 à 10 minutes jusqu'à ce qu'il soit entièrement cuit et ne soit plus rose, laissez le prendre une belle couleur dorée.

7. Retirez le poulet de la poêle, et nettoyez bien la poêle.
8. Ajoutez une autre cuillère à soupe d'huile dans la poêle et chauffez. cuisez les poivrons.
9. quand c'est bien cuit, ajoutez-les au poulet.
10. cuisez maintenant les lanières d'oignon, quand c'est bien translucide, ajoutez l'ail écrasé, quand c'est bien cuit, ajoutez le poulet cuit et les poivrons, cuire pendant une minute.
11. Dans une poêle propre, mettez un peu de beurre et faire fondre. placez la tortilla sur le beurre fondu, et glissez avec vos mains, pour une cuisson uniforme
12. Ajoutez un peu du mélange de poulet et oignon sur le dessus de la tortilla, et une belle quantité de fromage, selon votre gout.
13. Ajouter une autre tortilla sur le dessus et appuyez bien pour que ça colle un peu.
14. Maintenant, à l'aide d'une assiette large et plate, tournez la galette pour cuire l'autre côté jusqu'à ce qu'il soit bien doré.
15. Retirer de la poêle et les coupez en quartiers.
16. Répétez la même chose avec les tortillas restantes pour avoir 3 belles galettes.

## Tajine jben Tajine de Fromage

### Ingrédients

- " 3 cuisses de poulet
- " 1 oignon
- " 2 têtes d'ail
- " ¼ cuillère à café de paprika
- " ½ cuillère à café de coriandre en poudre
- " ¼ de cuillère à café de curcuma
- " Sel, poivre
- " ½ botte de persil
- " 150 gr de gruyère râpé
- " 2 pommes de terre de taille moyenne.
- " 5 à 6 œufs (selon la grosseur)
- " 1 verre d'eau
- " l'huile d'olive

### Étapes de réalisation

1. Dans une marmite, mettez le poulet avec toutes les épices, l'huile et le verre d'eau. Laissez cuire jusqu'à réduction du bouillon.
2. Quand le poulet est cuit, émiettez-le en petits morceaux.
3. Dans une poêle, mettez l'oignon coupé en dés, l'ail écrasé et faire revenir avec un peu d'huile d'olive.
4. Rajoutez le poulet émietté, 2 ou 3 cuillères à soupe du bouillon de cuisson et laissez cuire jusqu'à réduction totale de la sauce.
5. Ajoutez le persil et la coriandre ciselés et laissez refroidir.
6. Faites frire les pommes de terre et les faire égoutter sur du papier absorbant.
7. mélangez ensuite le fromage râpé, les pommes de terre et le poulet. Rectifiez l'assaisonnement si nécessaire.
8. cassez les œufs un par un. Mélangez bien. Versez ce mélange soit dans un moule à cake, moule à manquer ou moules à muffins beurrés.
9. Préchauffez le four à 180 degrés C et laissez cuire environ 35 min.
10. Retirez du four et laissez refroidir avant de démouler.



## Roulé de pomme de terre a la viande hachée

### Ingrédients

- " 3 pommes de terre de bonnes tailles
- " ½ oignon
- " 2 petites échalotes
- " Quatre triangles de fromage
- " 4 œufs
- " 1 c à soupe de crème fraîche et un filet de jus de citron
- " persil
- " ½ cube de poulet
- " Sel, poivre, noix de muscade
- " fromage spécial sandwich ou burger
- " viande hachée cuite dans un peu d'huile assaisonnée de sel, ail, poivre noir et per-

sil hachée

### Étapes de réalisation

1. râpez les pommes de terre nettoyées et épluchées
2. hachez finement les oignons et le persil
3. mélangez tous ces ingrédients, avec les œufs fouettés, le fromage émietté et la crème fraîche
4. assaisonnez au sel, poivre noir, noix de muscade et le demi-cube de poulet
5. étalez le mélange uniformément, dans un moule allant au four chemisé d'une feuille de papier cuisson
6. cuire dans un four préchauffé à 190

degrés C pendant presque 30 minutes

7. pendant ce temps préparez la viande hachée
8. retirez le plateau du four, placez les formages spécial sandwich pour couvrir toute la surface
9. ajoutez par-dessus la viande hachée
10. roulez immédiatement à l'aide du papier de cuisson
11. puis remettre au four pour que ça prenne une jolie couleur pour 5 à 7 minutes
12. laissez refroidir un peu avant de découper et déguster

## Gâteau magique au chocolat / crème caramel



### Ingrédients

#### Caramel:

- " 5 c à soupe de sucre (selon la grandeur du moule)

#### Crème caramel:

- " 4 œufs de taille moyenne
- " 120 ml de lait concentré sucré Nestlé
- " 600 ml de lait
- " Vanille

#### Gâteau au chocolat:

- " 3 œufs
- " 100 gr de sucre
- " 120 ml de lait
- " 120 ml d'huile.
- " 1 c à café de vanille
- " 1 c à café de nescafé
- " 3 c à soupe de cacao
- " 1 c à café et demi de levure chimique
- " 175 gr de farine

#### Étapes de réalisation

1. préparez le caramel, dans une casserole, faire cuire le sucre sans remuer, jusqu'à ce que vous obteniez une belle couleur dorée
2. versez le caramel dans le moule, que vous avez préconisé pour cuire le gâteau (un moule de plus de 20 cm de diamètre est préférable, en pyrex).
3. laissez bien tiédir
4. dans le bol du blinder, mixez les œufs, le lait concentré, le lait et la vanille, jusqu'à ce que le mélange soit bien homogène.
5. versez ce mélange sur le caramel bien froid, et laissez de cote
6. passez à la préparation du gâteau, faites chauffer le lait, ajoutez le nescafé, et laissez refroidir
7. dans un saladier, fouettez les œufs, le sucre et la vanille, jusqu'à ce que se mélange blanchisse et double de volume
8. ajoutez l'huile et fouettez encore
9. introduire le lait au café, tout en mélangeant
10. tout doucement incorporez le mélange de farine, cacao et levure chimique.
11. versez ce mélange, sur l'appareil de crème caramel... en essayant de verser au milieu
12. faire cuire dans un bain marie, au four à 180 degrés pendant 45 min.
13. après 45 min, vous pouvez contrôler la cuisson de votre dessert avec la pointe du couteau.
14. retirez du four, laissez bien refroidir, avant de mettre au frigo pour au moins 4h
15. renversez ensuite l'appareil dans un plat, et servir directement...



**AU MOINS 330 MISES** en demeure ont été adressées aux promoteurs n'ayant pas tenu leurs engagements de concrétiser leurs projets d'investissement à travers la wilaya d'Ouargla, selon la direction locale de l'Industrie et des Mines (DIM) d'Ouargla.

POUTINE RÉPOND AUX RUSSES LORS DE LA LIGNE DIRECTE ANNUELLE:

## "La force d'un leader ne se mesure pas à sa poignée de main"

**Le président russe Vladimir Poutine a répondu ce jeudi aux questions de la population russe dans le cadre de sa 15<sup>e</sup> session de questions-réponses avec les citoyens.**

Le programme de cette année a duré près de 4 heures. La plus longue séance de questions-réponses s'est déroulée en 2003 - le chef de l'État avait alors répondu aux Russes pendant 4 heures et 48 minutes. Ce jeudi, Vladimir Poutine a répondu à 68 questions. Une question posée à Vladimir Poutine, lors de la Ligne directe annuelle avec les Russes, portait sur qui des dirigeants internationaux avait la plus forte poignée de main. Selon le Président russe, la force d'un dirigeant politique ne se mesure pas à sa poignée de main mais à son abnégation. "Vous savez, la force d'un dirigeant politique ne se mesure pas à sa poignée de main, mais par son attitude dans son travail, envers le

destin de son pays et de son peuple, par son abnégation dans la réalisation de ses pouvoirs", a déclaré Vladimir Poutine.

### POUTINE PARLERA AVEC L'OPPOSITION SI ELLE NE CHERCHE PAS À INSTRUMENTALISER LES PROBLÈMES

D'autre part, le Président russe Vladimir Poutine a évoqué le sujet de l'opposition. Le chef d'État se dit prêt à parler avec tous ceux qui veulent améliorer la vie de la population, mais pas avec ceux qui utilisent les difficultés pour essayer de renforcer leur cote de popularité.

Le sujet de l'opposition a été évoqué par le Président russe Vladimir Poutine lors de la Ligne directe.

"Je suis prêt à parler avec tous ceux qui veulent vraiment améliorer la vie des gens, ceux qui veulent résoudre les problèmes dont le pays fait face, mais pas avec ceux qui utilisent les difficultés, qui existent toujours et partout, pour tenter de renforcer leur cote de popularité, pour profiter politiquement de ces difficultés, ne faisant que les aggraver", a déclaré le Président russe répondant à une question concernant le dialogue avec l'opposition.

Le sujet de l'opposition a été évoqué par le Président russe Vladimir Poutine lors de la Ligne directe.

"Je suis prêt à parler avec tous ceux qui veulent vraiment améliorer la vie des gens, ceux qui veu-

lent résoudre les problèmes dont le pays fait face, mais pas avec ceux qui utilisent les difficultés, qui existent toujours et partout, pour tenter de renforcer leur cote de popularité, pour profiter politiquement de ces difficultés, ne faisant que les aggraver", a déclaré le Président russe répondant à une question concernant le dialogue avec l'opposition.

### LA RUSSIE COMPTE REHAUSSER LES CAPACITÉS DE COMBAT DE L'ARMÉE SYRIENNE

Vladimir Poutine a évoqué par ailleurs les démarches envisagées par les forces armées russes impliquées dans l'opération antiterroriste en Syrie.

Les militaires russes en Syrie seront prochainement déployés uniquement à Tartous et à Hmeimim et soutiendront en cas de besoin l'armée syrienne, a affirmé jeudi le Président russe Vladimir Poutine, lors de la "Ligne directe" avec les Russes qui s'est tenue ce jeudi.

"Notre prochain objectif est de rehausser les capacités de combat de l'armée syrienne (...) ainsi que d'accorder aux troupes syriennes la possibilité de fonctionner de façon efficace et d'obtenir les résultats qu'elles jugent nécessaires", a indiqué le Président russe. Il a également hautement apprécié l'expérience que l'armée russe a tirée de son engagement en Syrie.

"L'expérience que nos forces armées ont acquise en conditions de combat, avec l'utilisation de



nouveaux armements, est inestimable." Et d'ajouter: "Je n'exagère pas."

### S'IL N'Y AVAIT PAS EU LA CRIMÉE, LES USA AURAIENT TROUVÉ UN AUTRE PRÉTEXTE

Il a aussi commenté les sanctions américaines et a dénoncé leur caractère dénué de fondement réel. Pour lui, elles participent simplement de la politique US qui vise à contenir la Russie.

La politique menée par les États-Unis est destinée à contenir la Russie et à cette fin Washington utilise les sanctions, a affirmé Vladimir Poutine. Le chef d'État russe a estimé que si la Crimée n'avait pas été rattachée à la Russie, les législateurs américains "auraient inventé quelque chose d'autre pour contenir la Russie". "Les hommes politiques les (les

sanctions, ndr) ont toujours présentées de cette façon: pour contenir la Russie", a indiqué le président russe. Selon le chef d'État russe, les nouvelles sanctions, y compris le projet d'élargissement voté hier par les sénateurs américains, ont été introduites sans aucun motif réel. Le Sénat américain a approuvé mercredi un projet de loi qui propose de durcir les sanctions visant la Russie dans le cadre d'un amendement de Mark Crapo concernant les sanctions contre l'Iran. Le texte propose de réduire la durée de financement des banques russes, qui sont déjà visées par les sanctions américaines, de 90 à 14 jours, et celle des compagnies pétro-gazières russes à 30 jours. En outre, le document interdit au Président américain Donald Trump de lever les restrictions sans le feu vert du Sénat.

A. H.

## Post scriptum

Par B. Chellati

Afin de relever le défi de la crise actuelle difficile que traverse le pays, le Plan d'action du gouvernement adopté mercredi par le Conseil des ministres présidé par le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika a développé une stratégie articulée autour de lignes de force fondamentale sur le plan financier, économique, social et en parallèle sur l'investissement. En matière d'ordre financier et budgétaire, l'objectif est la modernisation radicale de ce secteur avec en ligne de mire le système bancaire, l'assainissement de la sphère économique, la promotion de l'investissement et la valorisation de toutes les richesses du pays. Un tout qui devrait constituer une autre ligne de force et d'ordre économique nouveau qui relèverait la production nationale et donnerait une meilleure stimulation de l'activité économique et son corollaire l'investissement. C'est aussi une autre ligne fondamentale qui se rapporte à la consolidation d'une justice sociale forte, finançable et solidaire. Il s'agit donc d'un nouveau processus à la fois financier et économique devant constituer un élément important de la stratégie gouvernementale à l'horizon 2019 visant à faire face à la crise induite par le déclin persistant des prix du baril de pétrole sur les marchés mondiaux et qui a influencé négativement les comptes publics tant en recettes qu'en dépenses. La ventilation des objectifs de ce plan d'action du gouvernement entre les différents secteurs se fixe déjà de limiter les déficits tout en restant compatible avec le programme de redressement économique et de stabilité sociale. Cette marge de manœuvre devrait permettre d'assumer les actions opérées et visées par le gouvernement en restant toujours dans le cadre défini par le nouveau modèle de croissance économique en

## Le niveau des Algériens est lié plus que jamais à leur aptitude à produire plus pour ne plus dépendre des hydrocarbures

vigueur. Dans cette optique, il est à conclure que le nouveau gouvernement affiche sa détermination à s'inscrire dans un "monitoring permanent des finances publiques et de la sphère économique et sociale en tenant compte toujours que la crise des prix du baril de pétrole s'installe dans la durée comme l'a rappelé le chef de l'État devant le Conseil des ministres de mercredi dernier. Elle "nous impose des défis majeurs exigeant notamment la dynamisation des réformes à mettre en place", a-t-il rappelé. Ici, il s'agit pour le gouvernement de faire dans une évaluation constante au regard de la définition de son plan d'action et de donner lieu à des "provisions" destinées à neutraliser une éventuelle crise financière.

Cette démarche indispensable permettra de confirmer la nature d'opérations à la fois budgétaire et économique. Dans une situation aussi délicate, la gouvernance des deniers publics et de la couverture des besoins élémentaires de la société algérienne doit faire l'objet de plusieurs améliorations visant à mieux maîtriser les risques, lisser le profil social, diversifier les contreparties positives, accroître la production nationale, diversifier les modes d'investissement, augmenter la réactivité économique, réduire les disparités régionales et ainsi optimiser les conditions d'un développement dans un contexte financier délicat.

De fait, le chef de l'État dans ses instructions, a demandé au nouveau gouvernement de veiller à immuniser l'économie nationale des retombées néfastes de la crise du baril de pétrole et d'aller en quelque sorte vers des secteurs "compétents" qui contribuent le plus à la croissance économique. En somme, il est demandé au nouveau gouvernement de tenir compte de l'évolution démographique prévisible, et de l'amorce

constatée d'une explosion des besoins sociaux différenciés avec une exigence de qualité de plus en plus forte car les objectifs généraux qui sont assignés à ces secteurs sont de soutenir quantitativement et qualitativement le rythme de croissance de la demande sociale. Ce double objectif quantitatif et qualitatif impose au gouvernement une révision en profondeur des conditions de fonctionnement des structures en place et de celles qui vont être mises en service afin de parvenir à une réponse satisfaisante aux besoins socio-culturels, socio-économiques de la population.

L'amorce des transformations introduites par le renouveau national initié par le chef de l'État, M. Abdelaziz Bouteflika au cours de ces dernières années devront être approfondies afin de parvenir à une maîtrise de la planification dans tous les secteurs de la vie nationale et sortir des schémas qui avaient tendance à réduire l'action sociale, culturelle et l'activité économique soutenues par l'État à la simple réalisation d'infrastructures.

On retiendra dans ce domaine que le plan d'action du gouvernement accordé au contenu concret des actions sociales et économiques un espace important, de la spécification de leurs objectifs et de leur nécessaire évolution en fonction des transformations de la société à entraîner la poursuite de son émancipation et d'activités et des acquis qui se sont succédé à travers les différents programmes de développement. C'est dire que le degré d'initiative laissé au nouvel Exécutif gouvernemental rehausse davantage les indices au redressement total de l'économie nationale. Dans cette perspective, la décentralisation des activités sociales et économiques est un axe de travail particulièrement sensible et efficace autour duquel

se concrétisera le plan d'action du gouvernement ainsi que la démarche de planification à moyen et long termes. Car, il y a l'après-pétrole aussi. L'opinion nationale s'est toujours interrogée sur l'après-pétrole ? Elle est souvent inquiète. A présent, le niveau de vie des Algériens est lié plus que jamais à leur aptitude à produire plus pour ne plus dépendre des hydrocarbures. Donc, il faudra au nouveau gouvernement beaucoup de détermination politique, beaucoup d'initiatives tangibles pour "calmer" l'escalade de la crise économique mondiale, celle aussi du baril de pétrole.

Les conditions y sont parfaites et le moment prédestiné pour sceller le dégel de l'économie nationale avec un soin précis, vigilant et prudent. Une voie ouverte avec l'instruction donnée par le président Bouteflika au gouvernement pour "la dynamisation des réformes à mettre en place". En effet, dans la tradition stratégique du programme politique du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, il s'agit d'assimiler la "rencontre" économique "avec ce qu'elle produit et engendre comme supports sociaux. C'est pour cette raison que la maîtrise de la conjoncture difficile délicate que traverse le pays sur le plan financier représente le moyen le plus habile, c'est-à-dire le plus "économique", pour arriver à des fins objectives qui produisent l'essentiel des effets sociaux, économiques mais aussi un investissement générant richesses, revenus et emplois. Dans cet esprit, le président Bouteflika a invité le gouvernement à valoriser davantage toutes les ressources et richesses dont dispose le pays, y compris les hydrocarbures fossiles conventionnels et non conventionnels ainsi que les énergies renouvelables.

B. C.